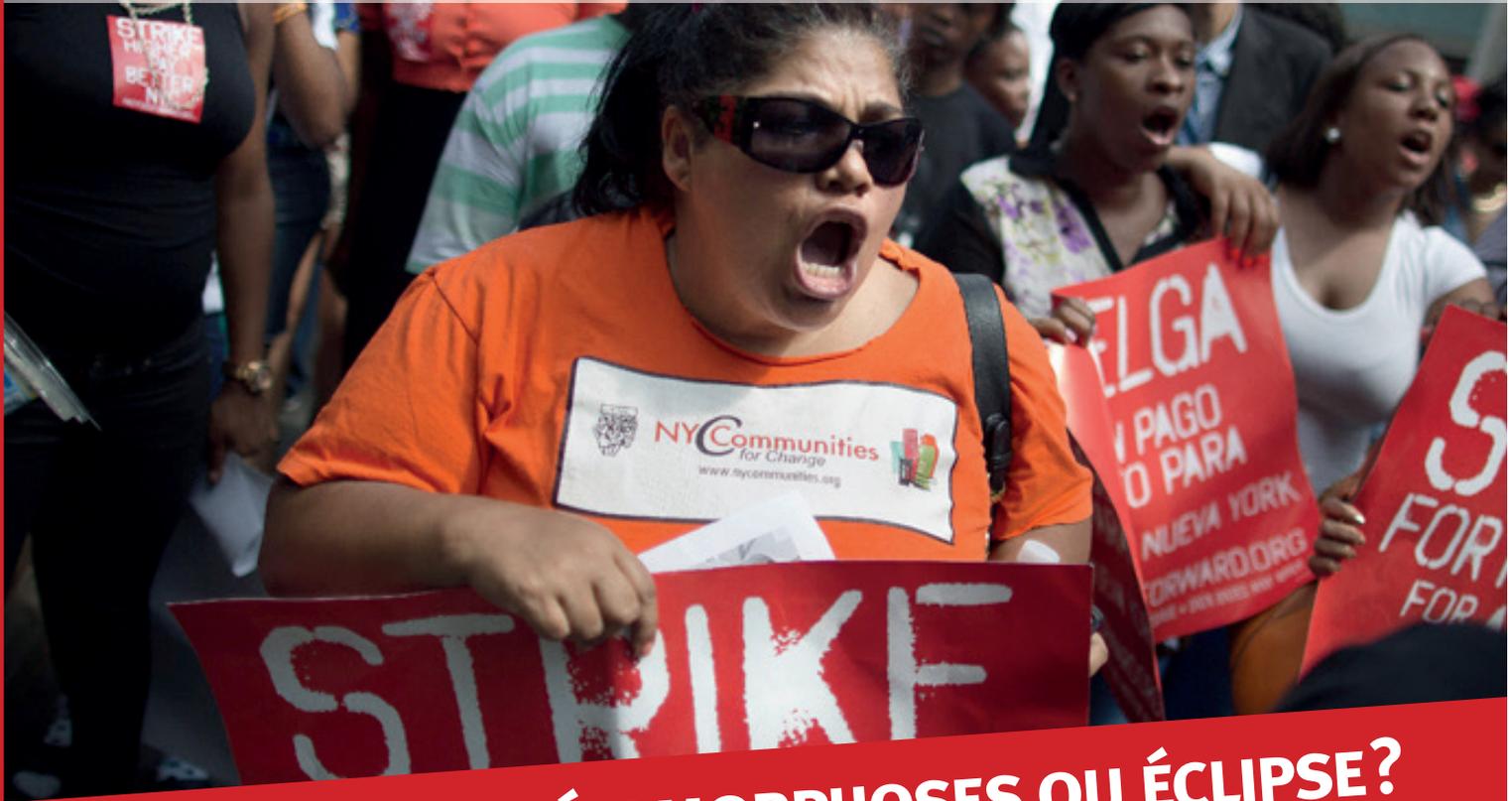


*l'Anti*capitaliste

N°50 | JANVIER 2014 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



DÉCLIN, MÉTAMORPHOSES OU ÉCLIPSE? LE PROLÉTARIAT COMME SUJET POLITIQUE



FISCALITÉ
C'EST L'INJUSTICE QUI PRODUIT
LE RAS-LE-BOL POPULAIRE



PHILIPPINES
UN MOIS APRÈS LE PASSAGE DU
SUPER TYPHON HAIYAN



30 ANS APRÈS
LE SPECTRE DE LA MARCHÉ
NOUS HANTE ENCORE

Sommaire

EDITORIAL

Marie-Hélène Duverger Hollande et le retour en force de la Françafrique **P3**

PREMIER PLAN

Sandra Demarcq Fiscalité C'est l'injustice qui produit le ras-le-bol populaire **P4**
 Nos propositions Pour une fiscalité anticapitaliste **P5**

ACTU

Antoine Pelletier L'école révélée par la réforme Peillon **P7**
Gérard Gagnier Gaz de schiste Le nouvel Eldorado? **P9**
François Favre Hydrocarbures non conventionnels et fracturation hydraulique **P10**
Séverin Pistre, François Favre Des conséquences absolument non maîtrisées **P11**
Pierre Rousset Philippines Un mois après le passage du super typhon Haiyan **P12**

DOSSIER

Ugo Palheta Déclin, métamorphoses ou éclipse? Le prolétariat comme sujet politique **P14**
Henri Wilno Salariés et prolétaires dans le monde **P16**
Patrick Le Moal France Où en est le prolétariat? **P17**
Jean-François Cabral Au-delà du mythe Retour sur la classe ouvrière et le mouvement ouvrier en France et aux Etats-Unis **P20**
Olivier Besancenot, Jihane Halsanbe «Face à une bourgeoisie décomplexée, le défi est de parler de nouveau en notre propre nom» **P23**
Pierre Nodi Guadeloupe Cette *pwofitasyon* qui pèse sur la classe ouvrière **P25**

REPERES

Denis Godard 30 ans après Le spectre de la Marche nous hante encore **P28**

LECTURES

Olivier Neveux Une contribution à la pensée marxiste de l'art **P32**
Aurélien Serva Emeutes populaires à la Belle Epoque **P34**
Henri Clément Le bonheur est-il sous terre? **P35**
 La vie privée des dieux **P35**

FOCUS

Gérard Mas De la colère à la résistance ouvrière et à l'auto-organisation **P36**

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
 France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail: <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle de NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction: contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0514 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société editrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
 SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

© Illustration de Une: JMB/DR



En 2013, aux Etats-Unis. Des salariés de la chaîne de distribution Walmart, premier employeur au monde, protestent contre leurs salaires de misère. © DR.

Hollande et le retour en force de la Françafrique

PAR MARIE-HÉLÈNE DUVERGER

Le gouvernement socialiste en est désormais à sa deuxième intervention militaire en Afrique. Après le Mali, c'est au tour de la République centrafricaine de voir débarquer sur son sol un contingent de 1600 soldats français pour renforcer les 400 déjà présents sur place. Comme toujours, le prétexte humanitaire est avancé. Il s'agirait cette fois « d'empêcher des massacres » voire « un génocide » et « de désarmer » les milices.

Il est vrai que Djotodia, le dictateur en place, n'a quasiment plus aucune prise sur les milices de la Séléka qui l'ont porté au pouvoir en mars dernier, après que la France avait lâché son prédécesseur, Bozizé, qui ne faisait plus l'affaire... Dans le sens premier du terme, car il avait eu la mauvaise idée d'octroyer à la Chine la prospection pétrolière du site de Boromata dans le nord du pays ! Ces milices, armées par le Tchad du dictateur Déby, lui-même grand allié de la France, commettent les pires exactions. La majorité de leurs membres sont musulmans et ciblent les populations chrétiennes, qui à leur tour exercent des représailles contre les musulmans avec les milices « anti-balaka » composées de nombreux anciens soldats de l'armée régulière. Des dizaines de milliers d'habitants sont réfugiés dans les forêts, où ils ont fui les massacres pour tomber dans la faim et la maladie.

La RCA n'a jamais eu vraiment d'Etat depuis son accession à l'indépendance, en 1958. La France y a joué en permanence les pompiers pyromanes, orchestrant les coups d'Etat comme les couronnements d'empereurs. La Centrafrique est un pays sans routes, sans hôpitaux, sans écoles, sans eau potable, sans électricité. 70% de la population se trouvent en-dessous du seuil de pauvreté. L'espérance de vie est de 44 ans.

LA RCA VAUT BIEN UNE OPÉRATION MILITAIRE

Mais c'est un pays au cœur d'un ensemble géographique de première importance stratégique, frontalier de six pays engagés dans des conflits qui menacent la stabilité de toute la région, dont le Soudan, le Cameroun et la République

démocratique du Congo. L'éditorial d'*Aujourd'hui en France* du 8 décembre résume ce qui est jugé vital pour l'impérialisme français et nécessaire aux autres puissances européennes et états-unienne : « Cette opération est aussi conforme à nos intérêts stratégiques. Avec sa proximité, ses ressources naturelles, sa démographie, ses capacités industrielles et commerciales inexploitées, l'Afrique est un enjeu majeur pour l'Europe qui n'a pas l'intention de la laisser sombrer dans les guerres civiles et interconfessionnelles (...) Nos partenaires européens rechignent à s'engager militairement. Les États-Unis gardent un mauvais souvenir de la Somalie (...) La France qu'elle le veuille ou non reste donc le gendarme de l'Afrique. »

DES MARCHÉS À RECONQUÉRIR

En dix ans, la part de marché de la France au sud du Sahara est passée de 10,1 à 4,7%. Les capitalistes chinois, indiens, brésiliens ou turcs ont taillé des croupières aux capitalistes français. Un rapport de l'ancien ministre Védrine dit clairement que « la France ne semble pas avoir pris la mesure de la bataille économique qu'elle doit livrer » compte tenu de la progression du PIB africain prévue à 6,1% en 2014, de la croissance démographique élevée, de la montée en puissance d'une classe moyenne urbanisée et consommatrice. Bref, « en doublant ses exportations vers l'Afrique, la France peut ainsi gagner au moins 200 000 emplois dans les cinq prochaines années ».

Sur le site du ministère des Affaires étrangères, on peut lire qu'« en dépit de l'instabilité politique et des risques sécuritaires, Air France, Bolloré, Castel, Total, CFAO ont maintenu leurs implantations en RCA. Les pillages consécutifs à la prise de Bangui par les rebelles le 24 mars ont fortement perturbé l'activité des entreprises françaises. Alors qu'Areva avait signé un accord avec le gouvernement centrafricain le 1^{er} août 2008 pour l'exploitation du gisement d'uranium de Bakouma (Est), les nombreuses difficultés (...) ont conduit Areva à suspendre ce projet. »

Sur le site de « l'Agence française de développement », on peut lire que « la privatisation de la Société centrafricaine de transport fluvial (SOCATRAF) qui assure le transport sur l'Oubangui entre Kinshasa, Brazzaville et Bangui, et la signature d'un contrat d'affermage entre le groupe Bolloré et l'Etat ont permis à l'AFD d'octroyer à l'Etat centrafricain une subvention pour la réhabilitation du parc de pousseurs et de barges de la société ». Le Groupe Bolloré appartient à un bon ami de Sarkozy et contrôle une bonne partie des chemins de fer et des ports d'Afrique de l'ouest, qui servent entre autre à l'évacuation du produit de l'exploitation forestière du Cameroun, du Gabon, de Centrafrique et d'ailleurs. Cela n'a bien évidemment aucun rapport avec la Françafrique...

DR



FISCALITÉ **C'est l'injustice qui produit le ras-le-bol populaire**

PAR SANDRA DEMARCO

Les politiques des dernières décennies ont renforcé le côté obscur du système fiscal. Elles ont également accentué la dégressivité de l'impôt et l'injustice fiscale. Hollande s'inscrit dans cette continuité.

Pour plus de justice, un bouleversement complet de la fiscalité est nécessaire mais il doit s'inscrire dans une politique de rupture avec le capitalisme, car une fiscalité vraiment juste est un rêve dans un système fondé sur l'injustice et l'exploitation.

Ayrault a annoncé le 18 novembre dernier une « remise à plat » de la fiscalité qui s'étendra sur tout le quinquennat. Dans l'immédiat, c'est la TVA, l'impôt le plus injuste qui augmente au 1er janvier. En matière de fiscalité, comme dans les autres domaines, le gouvernement Hollande-Ayrault s'est inscrit dans la continuité de la politique menée sous Sarkozy. Pire, en dix-huit mois, il s'est montré toujours plus favorable au patronat et aux plus riches.

« JE NE SERAI PAS LE PRÉSIDENT QUI RENIERA SES PROMESSES... »

Lorsqu'Hollande n'était que candidat, l'un des thèmes majeurs de sa campagne était la « révolution fiscale ». La dite

révolution devait remettre à plat toute la fiscalité, avec comme objectif de « redistribuer justement et financer efficacement ». A cette époque, les « socialistes » étaient unanimes à défendre ce projet, considérant à juste titre que l'impôt sur le revenu, truffé d'exonérations, de « niches » et d'abattements en tous genres, était devenu une passoire, et qu'il était même devenu dégressif, les plus hauts revenus étant les premiers bénéficiaires de tous ces passe-droits. La mesure phare de cette « révolution fiscale » était la fusion de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG). Mesure en fait dangereuse qui mettrait en péril les recettes de la sécurité sociale.

L'objectif affirmé du candidat Hollande était donc un système fiscal redevenu progressif. Une fois les élections passées, après quelques mesures limitées (notamment l'instauration d'une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu), la promesse électorale d'une plus grande justice fiscale est vite tombée aux oubliettes et s'est réduite de plus en plus à un amoncellement de renoncements et de cadeaux pour les plus favorisés.

Un des premiers et retentissants renoncements fut de céder aux prétendus « pigeons », concernant la taxation des plus-values de cessions mobilières, ce qui mit un sacré coup à la prétention de taxer à égalité les revenus du capital et les salaires. Dans la foulée, le gouvernement décidait, à l'automne 2012, de maintenir en l'état la plupart des niches fiscales. Certes, toutes les niches ne bénéficient pas qu'aux riches, mais les stratégies d'optimisation et de défiscalisation restent l'apanage des plus aisés et leurs permettent d'alléger voire éviter l'impôt. Nous avons eu droit également à un pas de deux sur l'incorporation des œuvres d'art dans le patrimoine soumis



« Pourquoi faire payer les riches ? Faisons payer les pauvres, ils sont beaucoup plus nombreux... » Photothèque rouge/Milo.

à l'impôt sur la fortune (ISF)... pour au final y renoncer.

On peut encore citer le cas des résidences secondaires, que le gouvernement envisageait de soumettre à la contribution à l'audiovisuel public – mais il y a aussi renoncé. Le gouvernement n'a pas non plus annulé l'ensemble des allègements de l'impôt de solidarité sur la fortune mis en place par Sarkozy. Tout comme il n'est pas revenu sur le gel du barème de l'impôt sur le revenu (IR) instauré par son prédécesseur: une mesure injuste qui a frappé en 2012 environ 940 000 foyers fiscaux qui ne sont pas parmi les plus riches, mettant en péril des avantages sociaux liés au fait de ne payer l'IR.

ENCORE ET TOUJOURS PLUS D'INJUSTICES

Après cette première année, le gouvernement Hollande-Ayrault s'est mis ensuite à déverser une pluie de cadeaux fiscaux pour les entreprises. Le plus important est sans aucun doute celui de 20 milliards d'euros sous forme d'un crédit d'impôt sous prétexte de compétitivité. Cadeau fiscal «sans contrepartie» et «sans contrôle fiscal». Au moment même où la lutte contre la fraude fiscale, qui s'élève entre 60 et 80 milliards par an, est supposée être une priorité de ce gouvernement! Cerise sur le gâteau, ce petit cadeau de 20 milliards sera à la charge des particuliers via notamment l'augmentation de la TVA à partir du 1^{er}

janvier 2014... poursuivant ainsi, encore une fois, le projet de Sarkozy et cédant aux revendications patronales.

Pendant ce temps continue le rabotage des dépenses publiques, notamment sociales. La droite dénonce le «trop d'impôt» mais, pour les classes populaires, il y a le sentiment de payer plus sans raison car les services publics sont attaqués et les cadeaux fiscaux n'empêchent pas les entreprises de licencier. Devant le mécontentement, Hollande et Ayrault annoncent une «pause fiscale». Mais encore une fois, ce discours n'est qu'un leurre pour la majorité de la population. En effet, au vu du budget 2014, cette pseudo pause fiscale ne concernera dans les faits que les entreprises.

Toujours sous prétexte de compétitivité et de relance, la baisse de l'impôt sur les sociétés est programmée: le taux passera à 30% au lieu de 33,3% et son mode de calcul serait modifié. Dans le même temps est envisagée la suppression des réductions d'impôt pour les particuliers ayant des enfants scolarisés dans le secondaire et le supérieur. La hausse de la TVA, de 19,6% à 20% pour le taux supérieur et de 7% à 10% pour le taux intermédiaire, touchera tous les ménages et d'abord les plus bas revenus. Sans oublier la future contribution énergie climat, qui taxera l'ensemble des consommations énergétiques à l'exception des énergies renouvelables. Dans le domaine de la préservation de l'environnement,

ce n'est pas nous qui regretterons l'ajournement d'une écotaxe inefficace et dont la perception était privatisée. Seule (maigre) compensation pour les particuliers, la fin du gel du barème de l'impôt sur le revenu.

VERS UN CHANGEMENT D'ORIENTATION FISCALE ?

Dans un contexte de ras-le-bol fiscal de plus en plus fort et populaire, Ayrault a donc promis le 18 novembre dernier une «remise à plat de notre système fiscal» d'ici la fin du quinquennat. Il veut «des règles plus justes, plus efficaces et plus lisibles» en matière d'impôts. Il remet sur le tapis la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG. Mais le premier ministre prévient tout de suite que le gouvernement ne reviendra ni sur les 20 milliards de cadeau aux entreprises, ni sur la hausse de la TVA. Le gouvernement continue de plus belle sa politique d'austérité: Ayrault a confirmé une réduction des dépenses publiques de 15 milliards d'euros par an dans les années à venir.

Dans le même temps, la loi de finances (budget 2014) et la loi de financement de la sécurité sociale confirment la politique menée depuis 18 mois, celle qui protège une minorité et renforce les inégalités sociales et fiscales. Cette «remise à plat» ne présage en aucun cas plus de justice. □

Pour une fiscalité anticapitaliste: nos propositions

PAR SANDRA DEMARCQ

Une politique anticapitaliste en matière fiscale privilégierait les impôts directs et la progressivité de l'impôt, taxerait réellement le capital et le patrimoine. Elle rendrait la fiscalité compréhensible par toutes et tous, ce qui est la condition même pour qu'elle puisse donner lieu à un véritable débat démocratique dans lequel les arbitrages politiques soient maîtrisés par tous.

L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

L'impôt sur les sociétés a été sérieusement allégé. Le minimum serait le retour à une imposition à 50% (qui était le taux appliqué jusqu'en 1985). Un simple retour à ce niveau d'imposition, même sur les bases de calcul actuelles,

permettrait de faire progresser les recettes d'environ 50%.

Par ailleurs, les dispositifs d'«optimisation fiscale» permettent aux grandes entreprises du CAC 40 d'avoir un taux d'imposition effectif moyen à 8%, inférieur à celui des PME (20%) et des

très petites entreprises (30%). Ces dispositifs, à la limite de la fraude, devraient être supprimés avec mise en place de contrôles systématiques.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

L'ensemble du revenu des personnes physiques doit être pris en compte dans la base imposable, ce qui implique la suppression des niches fiscales (assurance-vie, investissement dans les DOM, etc.). Quelle que soit leur nature, tous les revenus devraient

être taxés de la même façon. La création de nouvelles tranches permettrait d'établir une réelle progressivité, ainsi que la création d'un taux marginal à 100% à partir d'un certain niveau de revenu (260 000 euros par an).

D'autre part, les aides à la famille et à l'éducation des enfants ne devraient plus être croissantes avec le revenu. Pour cela, il faut supprimer le quotient conjugal et le quotient familial. Le quotient familial donne une aide à la prise en charge des enfants qui croît avec le revenu (les ménages non soumis à l'impôt sur le revenu n'en bénéficiant pas). Il doit être remplacé par une allocation d'un niveau suffisant, uniforme pour tous les enfants, dès le premier, indépendante du revenu des parents et s'ajoutant aux allocations familiales.

LES IMPÔTS INDIRECTS

L'essentiel est constitué par la TVA qui fournit à elle seule la moitié des recettes fiscales. Elle est payée par tous mais pas de la même manière. Pour les bas revenus, tout le revenu est consommé, donc soumis à la TVA. Au-dessus d'un certain montant, une partie du revenu est épargnée et ainsi y échappe. En somme, plus on est riche, moins on paye! Contrairement à ce que l'on entend souvent, tout le monde est donc imposable, y compris les allocataires du RSA. Les données de l'INSEE montrent que les 10% de ménages aux revenus les plus bas voient 17% de leur revenu absorbé par les impôts indirects, contre 8% pour les 10% les plus riches. La justice fiscale imposerait de réduire drastiquement la part des impôts indirects dans l'ensemble des recettes et d'aller vers leur suppression. Cela ne veut pas dire que l'on s'interdirait toute action par l'impôt indirect, mais celle-ci doit être ciblée sur les comportements sociaux les plus discutables, de façon à les limiter au maximum. Par exemple, si l'on veut freiner l'utilisation de la voiture individuelle, nous ne pouvons pas être pour l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (ex-TIPP), comme le proposent certains écologistes, car cela touche les personnes les plus modestes, contraintes par le prix du foncier d'habiter en dehors de toute zone bien desservie par les transports publics. Par contre, rétablir une taxe sur les véhi-

cules au-dessus d'un certain nombre de chevaux, notamment pour les 4/4, serait pertinent.

LES IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE

Le principal recul de ces dernières années porte sur l'impôt sur les successions. Après les mesures prises sous Sarkozy, 95% des successions ne donnent plus lieu à aucune imposition. Cela favorise une forte croissance des inégalités de patrimoine. De plus, il existe de nombreuses possibilités d'évasion: pour les familles fortunées, une succession se prépare au cours de la vie par des montages financiers adéquats aux types de biens à transmettre – sociétés civiles immobilières (SCI), donations tous les six ans, recours à l'assurance vie... Nous sommes pour une taxation des successions selon un barème aussi fortement progressif que l'impôt sur le revenu et qui s'accompagne de la suppression de toutes les possibilités d'évasion qui ont été mises en place.

Depuis sa mise en place en 1982, l'impôt « de solidarité sur la fortune » (ISF, à l'époque IGF) se caractérise par une assiette étroite puisqu'en sont exclus les œuvres d'art et de collection, partiellement les bois et forêts et les biens professionnels baptisés pour la circonstance « outils de travail » (l'entreprise L'Oréal est ainsi un outil de travail pour les Bettencourt!) Alors que la droite n'a eu de cesse d'affaiblir encore plus cet impôt, par l'instauration du bouclier fiscal et d'exonérations supplémentaires, le PS de retour au pouvoir n'a rien remis d'essentiel en place. Notre proposition est de construire un impôt sur la fortune incluant l'ensemble du patrimoine, « outils de production » et œuvres d'art compris, et qui soit fortement progressif (avec suppression de l'abattement sur la base de calcul de l'impôt).

LES IMPÔTS LOCAUX

Pour les impôts locaux, un des principaux problèmes réside dans les inégalités de richesse entre communes, liées à la présence d'entreprises et/ou de ménages à revenus élevés. Outre leur réforme, il conviendrait donc d'organiser une réelle péréquation des recettes entre les communes.

La taxe d'habitation est un impôt particulièrement injuste alors qu'il consti-

tue un des principaux impôts sur les bas revenus. La disparité entre les communes est forte: il est notoire que, par exemple, la taxe d'habitation est faible à Paris et forte dans les communes des banlieues les plus populaires. Sa base de calcul est la valeur locative des logements, elle-même déterminée de manière plus que contestable et remontant au début des années 1970. Les propriétaires et locataires des centres-villes, où la proportion de personnes à revenus élevés est souvent plus importante, sont avantagés par rapport aux habitants de logements plus récents de la périphérie, même s'il s'agit de logements sociaux. Le logement constitue un besoin fondamental des individus et la taxe d'habitation doit donc reposer sur une base qui renvoie aux moyens contributifs de chacun et non au type de logement.

La taxe foncière est liée à la propriété. Il convient également de modifier cet impôt: la valeur des biens prise en compte pourrait être la valeur vénale déclarée par les contribuables qui serait opposable en cas de revente (avec possibilité de préemption par les communes). Il faudrait que les communes soient libres d'augmenter la taxe foncière sans toucher aux autres impôts locaux (ce qui n'est pas le cas actuellement: les différents taux sont liés).

La réforme de la taxe professionnelle, remplacée par trois cotisations en 2010, a été l'occasion d'un cadeau aux entreprises. Il faudrait donc remettre la taxation locale des entreprises à niveau et réexaminer toutes les exonérations qui leur ont été consenties. □

L'école révélée par la réforme Peillon

PAR ANTOINE PELLETIER

Comment les contre-réformes de Peillon poursuivent et approfondissent celles des gouvernements précédents, de gauche comme de droite, en renforçant la caractéristique de ségrégation sociale de l'école...

Le système LMD (licence, master, doctorat) construit en 2002 par le gouvernement PS de Jospin avait cassé le cadre national des diplômes et complètement réorganisé les enseignements dans le supérieur. C'était le versant pédagogique. La LRU (Loi relative aux libertés et responsabilités des universités) mise en place par la droite étant son pendant structurel: elle permet l'autonomie des universités, notamment financière, dont la conséquence actuelle est la faillite de certaines d'entre elles. Aujourd'hui, la réforme des rythmes scolaires et la loi Peillon sont aux réformes Darcos, tant décriées en 2008, ce que la LRU était au LMD.

Les réformes Darcos avaient posé des jalons fondamentaux. L'arsenal idéologique mis en œuvre avec elles, issu des secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie, a combattu frontalement les courants pédagogiques progressistes et combattu l'idée de «la réussite de tous». Elle a transformé les «compétences», qui ont été pendant une période des pour en faire des outils de segmentation des savoirs et connaissances. Cela permet à un livret de CM2 d'afficher comme compétences à évaluer «tracer une hauteur d'un triangle» ou «écrire correctement les mots commençant par ac, af, ef, of». Ce type de compétence est le contraire d'un savoir: c'est un savoir-faire, une technique. L'enseignement de l'histoire, en primaire comme au collège et au lycée, est symptomatique de cette tendance: on demande aux élèves d'associer un personnage, un événement et une période. Il n'est pas question de comprendre ce qui précède, ce qui suit, les interactions, la complexité, sans même parler des conflits politiques. Toute cette logique est intrinsèquement liée au principe du «socle commun» introduit par la loi Fillon: il s'agit de donner le minimum à tous les élèves, le reste étant réservé à l'élite.

Les enquêtes PISA récemment parues ont d'ailleurs une nouvelle fois montré que le système français ne développe pas l'autono-

mie des élèves et leur capacité à réfléchir. Au contraire, de multiples pressions sont exercées pour que les enseignants deviennent des machines à évaluer des savoir-faire et des actions précises. Peu importe que les élèves comprennent ce qu'ils font, qu'ils soient capables de réfléchir. L'important est l'apparence de la réussite, la capacité des élèves à montrer leur aptitude à répondre à des questions, c'est-à-dire en dernière instance à se vendre à ceux qui les observent. Les aides personnalisées, introduites depuis la suppression de la classe le samedi matin et qui consistaient en un travail des enseignants avec de petits groupes d'élèves en difficulté, introduisaient d'ailleurs l'idée qu'un élève qui ne réussit pas est un élément inadapté à un système qui se plierait en quatre pour lui.

Avec l'arrivée de Peillon, le cadre idéologique a changé: le discours est beaucoup moins réactionnaire. Mais sur le fond, quelles sont les évolutions? Là où Darcos parlait d'aides personnalisées, Peillon parle d'aides pédagogiques et culturelles, mais la même logique domine. Les programmes sont supposés être revus, mais le gouvernement ne veut en aucun cas revenir sur son fondement, le «socle commun». Quand au retour sur les suppressions de postes, en particulier dans les réseaux d'aide spécialisée aux enfants en difficulté (RASED), il n'y a pratiquement rien au-delà des effets d'annonce. Il n'y a donc aucune remise en cause de la logique pédagogique générale de Darcos.

En revanche, ce qui est nouveau avec Peillon, c'est qu'il donne un cadre structurel aux évolutions de l'éducation. Voyons ainsi les différentes dimensions de la réforme des rythmes scolaires.

RENFORCEMENT DE LA SÉPARATION ENTRE «SOCLE COMMUN» ET CULTURE

Le retour du travail le mercredi matin encourage à enseigner les mathématiques et le français le matin, laissant les matières culturelles (géographie, histoire, langues, sport, arts...) à l'après-midi. Cela renforce l'échec dans les classes populaires car, pour leurs enfants, les apprentissages formalisés de la grammaire et des mathématiques sont plus faciles à construire à partir de situations culturelles concrètes. Pour donner un exemple, il est plus facile d'apprendre la grammaire lorsqu'on rédige le compte-rendu d'une visite de musée ou qu'on présente une expérience scientifique qu'avec une sé-

quence «classique» où l'apprentissage d'une leçon est suivi d'exercices techniques du manuel scolaire et d'une évaluation (un «contrôle»).

La réforme pousse même à ce que les enseignants ne prennent en charge que les apprentissages les plus classiques, tandis que la culture est municipalisée (professeurs de la Ville de Paris dans la capitale, animateurs ou intervenants extérieurs ailleurs). Tout cela renforcera inévitablement ce que révèlent déjà les enquêtes PISA: pour les classes populaires, la culture sera toujours plus inaccessible et les compétences vendables (maths et français) plus difficile à acquérir.

MISE EN CONCURRENCE ET ÉCLATEMENT DU CADRE NATIONAL

Il ne fait plus de doute que les ateliers périscolaires sont très différents d'une commune à l'autre et même d'une école à l'autre. Dans certaines communes, ils sont payants et se résument à une garderie. A Paris, les ateliers sont très différents dans un quartier populaire ou un quartier bourgeois. Comme 90% des élèves restent aux ateliers, force est de constater que leur qualité met les écoles en concurrence. Ce n'est pas pour rien que certains directeurs d'école et inspecteurs courent après les associations pour garantir à leur(s) école(s) des ateliers de qualité.

Ce n'est pas tout. Une nouvelle mise en concurrence se met aussi en place entre les ateliers et les enseignants, avec des conséquences diverses. Par exemple, pourquoi continuer à enseigner l'anglais ou le chant sur le temps scolaire, s'il existe des ateliers correspondant sur le temps périscolaire? Pourquoi continuer à payer des enseignants, si on peut obtenir le même travail dans certains domaines spécifiques de la part d'animateurs payés trois fois moins cher et licenciés du jour au lendemain? Les «projets éducatifs territoriaux» sont le cadre formel organisant cette dérégulation. Certains enseignants ont l'illusion qu'ils leur permettront d'exercer un contrôle sur le désordre que constituent les ateliers périscolaires. Le plus probable est l'inverse: que les mairies exercent une pression sur les enseignants et sur les projets d'école pour intégrer les ateliers mis en place par les villes... c'est-à-dire l'équiva-

lent du projet de loi déposé à l'assemblée par l'UMP le 5 décembre dernier.

LA CASSE DES STATUTS

Peillon l'a dit: la réforme des rythmes impose d'annualiser le temps de travail des enseignants. Evidemment! A partir du moment où chaque école peut avoir son temps de travail propre, les enseignants doivent être flexibles et s'y adapter... Le ministre commence donc par annualiser le temps de travail des remplaçants et continue avec les enseignants du second degré sous prétexte de prendre en compte les différentes activités qu'ils assument (rendez-vous avec les parents, fiches diverses à remplir, projets, etc.). Mais à terme, c'est la possibilité d'utiliser les enseignants de manière beaucoup plus flexible (interventions croisées entre écoles et collège, «volontariats» qui se transforment en contraintes...).

L'ouverture du «chantier métier» par le ministère (bien accompagné par les directions des syndicats majoritaires, qui relaient ses problématiques dans la profession) est une nouvelle étape, dont on ne connaît pas encore toutes les conséquences. Mais nous savons déjà que se joue, dans les écoles primaires, quelque chose autour du statut des directeurs. Ceux-ci sont en effet tour à tour menacés (à Paris, par exemple, les REV¹ leur prennent actuellement une partie de leurs missions municipales) et choyés (le minis-

tere vient de leur accorder une nouvelle prime de plusieurs centaines d'euros, il leur promet des décharges de service supplémentaires).

Tout prend corps: puisque l'Education fonctionnerait maintenant école par école, autant avoir des chefs d'établissement qui gèrent les personnels de la mairie comme de l'Education nationale. C'est le vieux projet d'EPEP² qui revient par la fenêtre.

Concernant la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, on a donc eu bien raison de parler de «territorialisation» de l'éducation, de «municipalisation». Ceux qui dénoncent régulièrement une privatisation de l'éducation ont tort sur le plan technique – l'école n'est pas encore vendue à la découpe – mais ce terme recoupe une dynamique bien réelle: l'importation à grande échelle des méthodes du privé. La réforme Peillon en est aujourd'hui la pierre angulaire. Les ravages n'ont pas fini de se faire sentir.

COMBATTRE POUR UNE AUTRE ÉCOLE

La réforme Peillon rebat les cartes, pour le pire, et cela impose de réfléchir au meilleur. Ainsi, en cherchant à tirer vers le bas les conditions de travail et les statuts, elle peut permettre un rapprochement entre les différentes catégories de personnels (municipaux et Education nationale) au moment où leurs missions sont remises en cause.

Pour les anticapitalistes, c'est sans doute le moment de mettre au goût du jour une remise en cause complète du fonctionne-

ment de l'école. Il faut s'opposer de toutes nos forces à la réforme actuelle parce qu'elle casse les statuts et renforce la séparation entre le «socle commun» et la culture, tout en niant la culture populaire. L'école que nous voulons ne ressemblera en rien à l'école capitaliste car elle s'appuiera sur la vie réelle, la culture, la vie des quartiers, pour construire des savoirs et des connaissances. Dans cette école, où il faudra bannir la séparation entre travail intellectuel et travail manuel, tous les personnels prendront sans doute en charge les apprentissages, les jeux, les apports culturels, les tâches matérielles autour des enfants (gestion de la sieste, du passage aux toilettes...). Mais tous ces personnels auront des temps d'échanges sur les questions pédagogiques ou psychologiques, un temps de travail réduit, ou encore une formation permanente. Ce combat pour une autre école s'accompagne dès aujourd'hui de mots d'ordre pour une convergence des luttes des différents personnels: titularisation des précaires, formation renforcée pour tous, temps de travail réduit et augmentation des salaires, temps de concertation. Il est probable que la bataille entre la casse systématique de l'Education nationale et la construction d'une autre école, dans une autre société, ne fasse que commencer. □

¹ Responsables éducatifs Ville, qui mettent en place la réforme des rythmes scolaires dans les écoles parisiennes et gèrent donc tous les temps périscolaires, alors que, jusqu'ici, les directeurs d'école organisaient le temps du midi, contre une rémunération complémentaire de la part de la mairie.
² Établissement public d'enseignement primaire.

Le 5 décembre 2013 à Paris, dans la manifestation enseignante contre la réforme Peillon des rythmes scolaires. Photothèque rouge/JMB.



Gaz de schiste: le nouvel Eldorado? PAR GÉRARD GAGNIER

Cet article et ceux qui suivent font le point sur la réalité des gaz de schiste, la fracturation hydraulique, l'impossibilité d'une réelle maîtrise de leur exploitation. Au delà de ces conséquences, notre opposition est indissociable du combat pour le climat qui exige de laisser sous terre l'essentiel des énergies fossiles.

Président de Halliburton puis vice-président des États-Unis, Dick Cheney est l'instigateur du tournant des gaz de schistes (GdS): en 2005, le «Energy Policy Act» exempte les fluides utilisés dans la fracturation hydraulique des dispositions sur l'eau potable, la qualité de l'air et la qualité de l'eau et subventionne largement cette industrie.

Les USA relancent alors leur industrie chimique et sont désormais le premier producteur de gaz naturel, devant la Russie. Les foreurs partent à la recherche de licences d'exploitation, en profitant des vides juridiques des États.

SUR TOUS LES CONTINENTS

Au Canada, la Colombie britannique a vendu des terrains à 4 000 dollars l'hectare pour faire taire les opposants, mais au Québec, les permis achetés pour une bouchée de pain et exploités sans concertation ont provoqué le soulèvement de la population et l'obtention d'un moratoire. La Chine, très dépendante du charbon, a évalué entre 30% et 40% la hausse de ses besoins d'énergie d'ici 2020; 1% de ces besoins seraient, à cette date, couverts par le GdS, considéré «vert». L'Inde, après un accord avec les USA pour des «énergie propres» a commencé des forages en 2011. En Australie, Total a acheté des licences pour exploiter les GdS. L'Argentine, troisième ressource mondiale, a vendu des concessions à Chevron. Mais les fortes résistances des populations ont déjà poussé quinze gouvernements locaux à interdire la fracturation hydraulique. En Afrique, l'Algérie est intéressée, mais ses ressources en eau diminueraient à partir de 2020. L'Afrique du

Sud a décidé un moratoire suite aux mobilisations.

En Europe, la baisse des gisements de gaz en mer du Nord, son principal pourvoyeur d'énergie, incite le Royaume-Uni à exploiter les GdS, avec des avantages fiscaux aux compagnies. Après un premier essai stoppé à cause de séismes à Blackpool, Cuadrilla Ressources a repris des forages dans le Sussex, à nouveau arrêtés suite aux mobilisations.

En Pologne, Lituanie, Hongrie, Ukraine, Bulgarie (loi d'interdiction comme en France) et Roumanie, se mène une guerre froide du gaz pour l'indépendance énergétique vis à vis de la Russie. Les accords avec les États-Unis et les concessions accordées se heurtent ici aussi aux populations. La Turquie, où un pipeline relierait directement le Moyen-Orient et l'Europe, se lance aussi dans les GdS. Le Danemark pour pallier le déclin des gisements de mer du Nord, l'Irlande, l'Autriche et les Pays-Bas s'ouvrent à l'exploration. En Allemagne, SPD et CDU ont entériné le moratoire, mais le charbon produit 45% de l'électricité et l'extension de l'énorme mine de charbon à ciel ouvert de Garzweiler est réalisée.

UN MARCHÉ NON RÉGULÉ

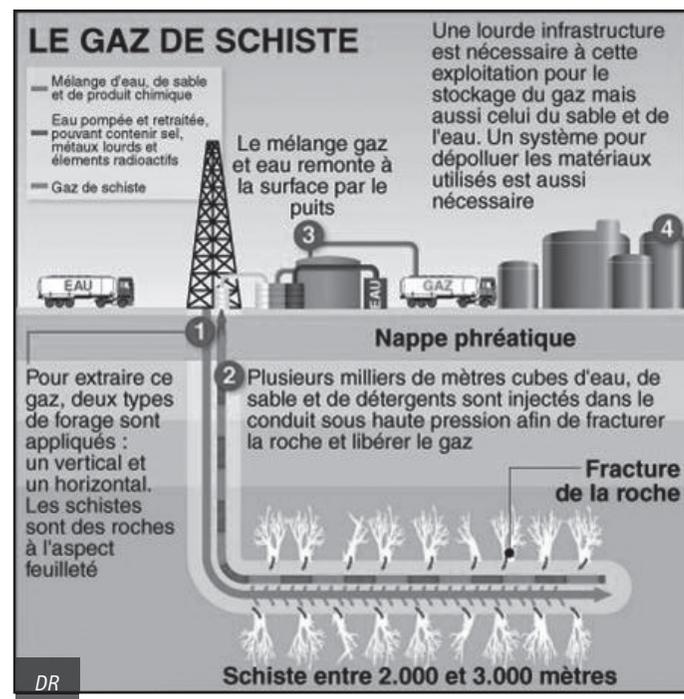
D'autres ressources fossiles, censées compenser le déclin inéluctable du pétrole et du gaz conventionnels, sont aussi exploitées: sables bitumineux,

huiles lourdes, gaz de houille, et même hydrates de méthane pris dans le permafrost ou au fond des océans...

Le marché des énergies fossiles n'est pas régulé au niveau mondial. Les pays producteurs de GdS ne peuvent varier leur production à la demande et se substituer aux pays du Golfe dans la géopolitique mondiale. Malgré la baisse des prix du gaz aux USA, la tendance mondiale est à la hausse. Les USA exportent leur charbon à bas prix. En Europe, plusieurs compagnies, dont GDF-Suez, ont décidé de manière coordonnée de sous-employer, voire fermer des usines à gaz, avec le risque assumé d'une pénurie préjudiciable aux populations lors des pics de consommation.

L'UE débat d'une directive qui, en mars 2014, viserait à «sécuriser les contrats». La négociation sur le Traité transatlantique comporte les mêmes enjeux. Il est temps d'arrêter la course folle aux ressources fossiles et de diminuer la consommation d'énergie. La pression des lobbys renvoie aux reculs des gouvernements pour engager la transition écologique indispensable. La mobilisation internationale «No Fracking Day» (journée anti-fracturation) du 19 octobre aura contribué à cette prise de conscience et à la poursuite des mobilisations dans le monde. □

1 Les auteurs sont membres de la Commission nationale écologie (CNE) du NPA: contact-cne@npa2009.org



Bibliographie

Marine Jobert et François Veillerette, *Le vrai scandale des gaz de schiste*, Editions Les liens qui libèrent, 2011, 240 pages, 18 €.
Thomas Porcher, *Le mirage du gaz de schiste*, Paris, Max Milo Editions, 2013, 64 pages, 4,90 €.

GAZ DE SCHISTE

Hydrocarbures non conventionnels et fracturation hydraulique

PAR FRANÇOIS FAVRE

Les gisements d'hydrocarbures proviennent de l'accumulation de matière organique, surtout végétale, transformée par des bactéries et la chaleur. Enfoncée dans la croûte terrestre, cette biomasse a donné du charbon, du gaz, du pétrole, des sables bitumineux...

Les hydrocarbures liquides ou gazeux dits conventionnels, les premiers exploités, piégés dans de vastes réservoirs, sont assez faciles à extraire par forage vertical et pompage. Les gaz et huiles de schiste, emprisonnés au sein même de la roche-mère, ne peuvent être extraits par simple forage. Quant au mal nommé gaz de houille vanté par Montebourg, il s'agit en fait de grisou emprisonné dans des filons de charbon non exploités et dont l'extraction, pour être rentable, doit elle aussi faire appel à la fracturation hydraulique.

La fracturation est dite hydraulique car elle nécessite un liquide, de l'eau ou d'autres fluides à l'essai, comme le propane, afin de fracturer la roche pour atteindre les hydrocarbures piégés :

- Un puits vertical de 2 à 5 km de profondeur est foré jusqu'à la roche schisteuse, et plusieurs puits horizontaux complètent le forage sur 1 à 5 km.
- Des tubes de consolidation sont insérés et cimentés.
- Des explosifs sont utilisés pour casser le tubage inséré à l'horizontale dans la couche schisteuse.
- Une trentaine de tonnes d'acide chlorhydrique sont versées dans le conduit pour nettoyer le tubage.
- L'eau (de 10 à 20 millions de litres par fracturation), le sable et les produits chimiques (200 tonnes par puits, entre 600 et 2500 composants dont des dizaines cancérigènes) sont injectés à très haute pression (700 à 1000 bars, plusieurs centaines de fois la pression atmosphérique) à raison de trois ou quatre fracturations par jour.
- Cela crée des fissures que le sable maintient ouvertes. Le gaz libéré migre dans le conduit et remonte.
- Le gaz capté est emporté dans des usines de traitement en camions.
- L'eau polluée est décantée puis traitée par évaporation (les produits toxiques vont dans l'air), réinjection dans le sol

après floculation et électrocoagulation, ou retraitement en usine.

- Un puits tous les 200 à 500 mètres environ est fracturé jusqu'à 18 fois, voire plus en fonction de la roche et de la longueur du forage.

CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES ET SANITAIRES

Les destructions sont d'autant plus visibles qu'il faut forer entre 50 et 100 fois plus de puits qu'en conventionnel, d'où l'impossibilité de pérenniser des installations de transport (pipelines, conduites d'eau). Il faut des centaines de camions pour transporter l'eau et les différents « ingrédients », puis convoier les hydrocarbures vers les zones de stockage. Ajoutons les pollutions dues au diesel (benzène cancérigène) pour les compresseurs. Le risque sismique est avéré, avec des tremblements de terre pouvant atteindre 4 sur l'échelle de Richter. En France, des forages sont envisagés près de centrales nucléaires ou de sites Seveso 2.

La fracturation nécessite d'énormes quantités d'eau alors que nombre de régions sont régulièrement en déficit. Le risque de pollution irréversible des eaux souterraines est d'autant plus grand que la géologie de la France est plus complexe que celle des États-Unis.

Avec ces produits, certains extrêmement dangereux, des réactions chimiques incontrôlées ont lieu sous l'effet conjugué de la pression et de la chaleur. Et contrairement à ce qui est affirmé par les industriels, l'exploitation des gaz de schiste contribuerait autant voire plus que le charbon aux gaz à effet de serre.

Les salariés sont les premiers atteints par ces pollutions : aux risques liés aux activités de forage s'ajoutent l'exposition aux produits chimiques, l'apparition de cancers, des affections dermatologiques, des troubles du comportement... Les populations sont d'autant plus mises en danger que la cause des maladies est inconnue

(puisque la liste des « cocktails » n'est pas divulguée). La faune sauvage, les animaux domestiques et d'élevage sont aussi affectés. Toute l'activité des régions concernées est mise en danger, à commencer par l'agriculture et le tourisme.

LES RÉSERVES

La connaissance du sous-sol est inversement proportionnelle à sa profondeur. Les évaluations de réserves sont toutes fournies par l'Agence américaine de l'énergie. Or elles ont souvent été démenties, comme en Pologne. Seule l'exploration, donc la fracturation, permet de connaître le potentiel. L'expérience US montre que les puits ne sont productifs que les deux premières années (contre 20 à 40 ans pour les forages traditionnels) mais que les dégâts environnementaux, eux, perdurent. Les réserves françaises sont illusoire, surestimées, et la densité de population (102 habitants/km²) empêcherait leur exploitation (elle est de 19/km² dans le Colorado et inférieure à 3/km² dans le Montana).

LA LÉGISLATION ACTUELLE EN FRANCE

La loi Jacob du 13 juillet 2011 différencie l'expérimentation, autorisée sous certaines conditions, et l'exploitation et l'exploitation, qui sont interdites. Nuances inutiles car c'est toujours la fracturation hydraulique, avec les mêmes conséquences sur l'environnement, qui est utilisée. Notons que la commission chargée de contrôler les éventuelles expérimentations n'a jamais été mise en place.

La foi en la science que voudraient nous faire partager l'Académie des sciences dans ses « *Éléments pour éclairer le débat sur les gaz de schiste* »¹, ou le député Christian Bataille et le sénateur Jean-Claude Lenoir dans leur rapport parlementaire², n'est basée sur aucun fait scientifique. Tous les éléments disponibles ne font que confirmer les craintes des opposants. □

1 <http://www.academie-sciences.fr/activite/rapport/avis151113.pdf>

2 <http://www.senat.fr/rap/r12-640/r12-6401.pdf>

Phototèque rouge/Milo

NON AU GAZ ET HUILE (PETROLE) DE SCHISTE

ORGANISATION

NON
au gaz
de schisteAVANT
LE PROFIT
TOUCHEZ PAS
à la RocheAVANT
LE PROFIT
TOUCHEZ PAS
à la Roche MÈRE !GAZ DE SCHISTE - ENTRETIEN AVEC LE PROFESSEUR SÉVERIN PISTRE¹

Des conséquences absolument non maîtrisées

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS FAVRE

La QPC déposée par Schuepbach² a mis en évidence le fait que la fracturation hydraulique était utilisée dans certains cas de géothermie. Pensez-vous qu'il s'agisse de la même sorte de fracturation et que les dangers potentiels sont les mêmes ?

Effectivement, la géothermie utilise un procédé voisin de la fracturation hydraulique, mais il comporte deux différences majeures liées à la nature de la roche impactée. D'une part, dans le cas de la géothermie, la roche est déjà en partie fracturée et on vise un élargissement des fractures. D'autre part, la composition chimique de la roche est totalement différente. En particulier, elle contient bien moins d'éléments naturels potentiellement polluants tels que métaux lourds, radionucléides, hydrocarbures, comme le méthane, et composés organiques volatiles. Ainsi, le procédé de fracturation n'implique pas les mêmes produits injectés. Les produits remontés (flowback) sont infiniment moins polluants et, par conséquent, les impacts environnementaux potentiels sont bien moins préoccupants.

En tant que scientifique, partagez-vous l'avis récent émis par l'Académie des sciences, en particulier l'affirmation selon laquelle les risques pourraient être maîtrisés avec une réglementation adaptée ?

Devant la Commission européenne, j'ai expliqué que la mise en place d'une réglementation plus stricte qu'aux USA peut effectivement réduire certains risques. En particulier: imperméabilisation des plateformes, cahier des charges plus sévères sur les bassins de stockage des produits et des flowbacks en surface, idem pour les tubages pour les rendre moins fuyards, réglementation sur le transport et la traçabilité des

produits injectés et extraits, interdiction de certains produits mis en œuvre dans le procédé de fracturation hydraulique et des études d'impact environnemental réalisées aux USA. Mais avouons les outils méthodologiques pour réaliser ces études ? Sur quelles échelles de temps et d'espace ? À mon avis, la contamination peut apparaître plus de 20 ans après l'exploitation, si on considère le temps de circulation des eaux souterraines par exemple.

Le respect de cette éventuelle réglementation plus contraignante pour les compagnies implique des moyens de contrôle (souvent peu compatibles avec les secrets industriels) coûteux sur des périodes longues. À titre d'exemple, le coût d'une analyse d'un seul échantillon d'eau est de l'ordre de 1 000 € (à multiplier par autant de points d'eau et autant d'années de suivi). Cela implique la réalisation de forages de surveillance des eaux souterraines... Un coût additionnel à répercuter sur le prix du gaz, qui diminuera sa compétitivité par rapport à d'autres énergies ?

Quoiqu'il en soit, certains risques pourraient effectivement être réduits, mais d'autres subsisteront.

Les pétroliers essaient depuis des années de réduire les fuites le long des parois de forage (manque à gagner) mais on sait que 6 % des forages fuient dès la première année (près de 50% au bout de 30 ans). Les contaminants remontés en surface sous forme de boues poseront toujours problème puisque dans une grande majorité, on ne sait pas les traiter. Les contaminants et le méthane dispersés dans les couches profondes et susceptibles d'atteindre les ressources en eau ne pourront pas être contrôlés malgré cette éventuelle réglementation. Cela représente à mon avis un risque majeur qui n'est pas suffisamment mis en avant. Il demeurerait

même si on réduisait très fortement les produits chimiques dans le procédé de fracturation hydraulique.

D'autres questions se posent: que peut la réglementation au sujet des séismes induits ? De manière générale, les conditions géologiques en France (bassin du Sud-est en particulier) sont plus complexes qu'aux USA en raison de la présence de failles profondes et de couches géologiques particulières, perméables (karst). Ces conditions sont très mal connues dès qu'il s'agit de grandes profondeurs et ne sont donc pas maîtrisables. La question qui se pose est comment mettre en place une réglementation touchant un objet que l'on ne sait pas caractériser. □

¹ Séverin Pistre est professeur d'hydrogéologie à l'Université de Montpellier 2, laboratoire Hydrosociétés, directeur du Master Eau et coresponsable de la spécialité « Gestion des littoraux et des mers ».

² La société texane Schuepbach avait déposé une QPC (question prioritaire de constitutionnalité auprès du Conseil constitutionnel) pour contester la loi Jacob interdisant la fracturation hydraulique, en invoquant l'inégalité qu'elle introduisait en interdisant la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des gaz et huile de schiste, mais non la fracturation de la roche dans le cas de la géothermie profonde. Celle-ci consiste à utiliser la chaleur naturelle présente à plus de 3000 m. De l'eau froide est injectée, elle remonte à plus de 150°C et permet ainsi de faire tourner des turbines à vapeur qui produisent de l'électricité. Pour que l'eau puisse circuler dans les roches profondes et créer ainsi un échangeur thermique, il faut les fracturer. Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 11/10/2013 a rejeté la QPC en estimant que la loi n'introduisait pas d'inégalité car bien que les techniques soient similaires, les risques, eux, sont différents.

Les Philippines, un mois après le pass

PAR PIERRE ROUSSET

Le cyclone Haiyan a frappé les Philippines le 8 novembre 2013. Par sa violence, il montre ce que sont les conséquences humaines et sociales du réchauffement climatique. Tandis que ses suites mettent en lumière l'irresponsabilité et la corruption des élites politiques et économiques.

Le super typhon Haiyan (Yolanda aux Philippines) est le cyclone¹ le plus puissant jamais enregistré touchant terre. Les vents ont atteint une vitesse soutenue de 310 km/h, avec des rafales allant jusqu'à 375 km/h. Il a été catégorisé classe 5 sur le plan international², soit le niveau le plus élevé. Pour rendre compte de sa force, il faudrait en réalité créer une nouvelle classe 6. L'événement n'est pas accidentel, mais illustre l'une des conséquences du réchauffement climatique: plus la température de la surface des océans s'élève et plus la vitesse moyenne des cyclones tropicaux augmente. De même, le volume des océans croît sous l'effet conjoint de la hausse de température des eaux et de la fonte des calottes glacières aux pôles. L'impact des tempêtes sur les zones littorales s'aggrave en conséquence.

Et pendant ce temps-là, l'Australie jette au panier les lois visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre; le Japon revoit très à la hausse ses «objectifs» en

la matière; l'Union européenne juge que la crise climatique ne doit pas conduire à mettre en cause la «compétitivité» des entreprises; les grands producteurs d'énergie fossile «encadrent» la conférence de Varsovie sur le climat...

DÉSASTRE HUMANITAIRE ET SOCIAL

Le super typhon Haiyan a traversé en son centre l'archipel, balayant sur son passage une grande partie des îles formant les Visayas. Les destructions sont d'une rare ampleur: 80 à 95% de dizaines d'agglomérations soufflées; des villages côtiers rayés de la carte; une végétation littorale protectrice (les mangroves...) détruite; les cocotiers et arbres fruitiers à perte de vue brisés...

Le choc a été très brutal, les populations ont vécu un moment d'apocalypse, les morts officiellement recensés approchent les 10 000. On ne connaîtra peut-être jamais le nombre réel des décès. Le gouvernement a tout fait pour minimiser la gravité de la situation. Des corps ont été

emmenés par les flots, d'autres – nombreux – ont été enterrés dans des fosses communes avant d'avoir pu être identifiés. Des centaines de milliers de survivants ont fui les zones dévastées...

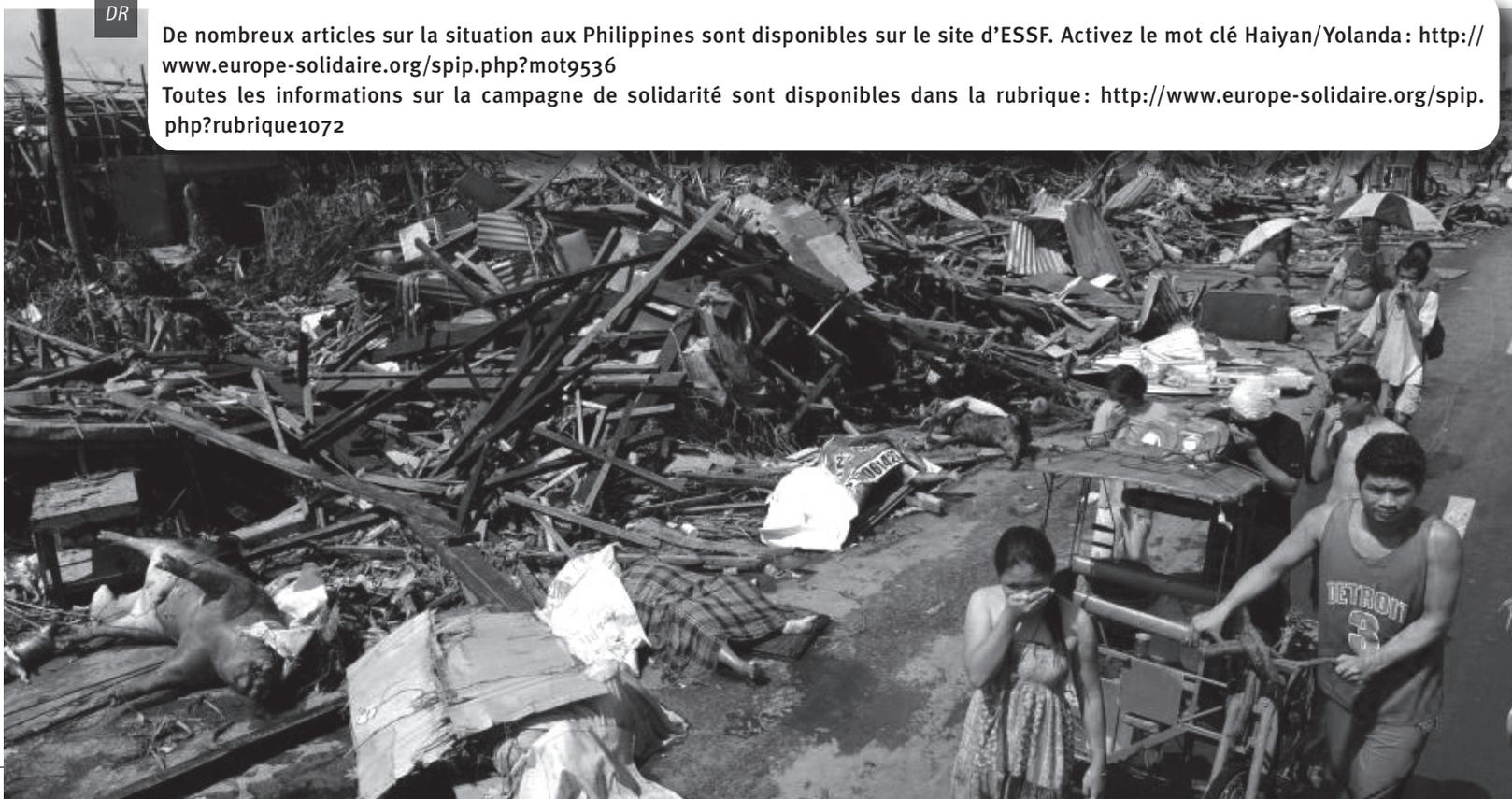
La catastrophe concerne un vaste territoire. Une tempête meurtrière, des inondations et des glissements de terrain détruisent généralement certains secteurs d'une ville. Les survivants se replient sur les quartiers préservés où des secours de proximité sont organisés. Rien de tel cette fois-ci. Plus de 9 millions de personnes sont affectées et bien souvent l'aide ne peut venir que de loin. Or, dans le meilleur des cas, des secours officiels n'ont commencé à arriver qu'une semaine ou dix jours après le désastre – et dans bien d'autres cas, trois semaines plus tard, la population n'avait encore rien reçu, ou si peu d'organismes privés.

Les régions dévastées étaient parmi les plus pauvres des Philippines. Une grande partie de la population a perdu tout moyen de subsistance, les salariés sont au chômage du fait des destructions. Le sentiment (justifié) d'abandon aidant, celles et ceux qui l'ont pu ont pris la route de l'exode vers la capitale, le centre économique de Cebu ou Mindanao, au risque pour les pauvres d'aller gonfler les bidonvilles urbains. Ainsi, le port de Tacloban comptait 230 000 habitants – plus de 100 000 d'entre eux ont fui cette ville en décombres.

DR

De nombreux articles sur la situation aux Philippines sont disponibles sur le site d'ESSF. Activez le mot clé Haiyan/Yolanda: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?mot9536>

Toutes les informations sur la campagne de solidarité sont disponibles dans la rubrique: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1072>



Passage du super typhon Haiyan

Depuis longtemps déjà, les 12 millions d'émigrés philippins font vivre nombre de familles grâce à l'argent qu'ils envoient au pays. Les voilà à nouveau appelés à l'aide, mais ce sont souvent des sans-papiers aux revenus très modestes : leur sacrifice a des limites et les régions sinistrées risquent de sombrer dans une pauvreté encore plus grave qu'auparavant. L'onde de choc sociale d'Haiyan peut aussi s'étendre en accentuant la précarité dans les zones d'accueil des réfugiés climatiques.

L'IRRESPONSABILITÉ DES CLASSES POSSÉDANTES

Au lendemain du 8 novembre, le président Benigno «Nonoy» Aquino a fait porter la responsabilité des destructions matérielles sur les autorités locales ; il a affirmé que personne ou presque n'avait été tué ; il a violemment dénoncé les «pillards» – à savoir les populations sans nourriture ni eau potable qui cherchaient les moyens de survivre ; et il a proclamé que l'urgence était d'envoyer l'armée rétablir l'ordre (comprenez : protéger la propriété privée).

Les autorités locales ont eu beau jeu de rétorquer que le gouvernement ne les avait pas prévenus de ce que signifiait un typhon de la puissance d'Haiyan. Les populations n'ont pas été évacuées du littoral. Là où ils avaient été constitués, les stocks de secours ont été emportés par les vents. Les navires de la flotte philippine n'ont pas été mis en alerte pour se préparer à venir en aide aux sinistrés. L'armée a bien rejoint Tacloban, mais sans rien avoir à offrir aux affamés.

Les Philippines sont coutumières des catastrophes naturelles et des désastres humanitaires, mais rien n'était prêt pour répondre à la situation. Peut être parce que le pouvoir est ici partagé entre «grandes familles» provinciales, les fameuses «dynasties politiques» dont l'origine remonte à l'époque de la colonisation espagnole.

Que ce soit par le biais des députés ou des autorités locales, une bonne partie de l'argent public destiné au «développement» ou à la «lutte contre la pauvreté» passe sous le contrôle des grandes familles et sert à conforter leurs clientèles – en toute légalité ou toute illégalité selon les cas³. Il en va de même des secours aux victimes de désastres humanitaires. Leur

répartition devient ainsi l'objet d'âpres marchandages dont les populations font les frais. Certains en profitent pour détourner l'aide internationale et la vendre à leur profit : on retrouve déjà sur les marchés de Manille des lots alimentaires US ainsi que des vêtements destinés aux victimes d'Haiyan. Un scandale de belle ampleur menace et le président Aquino a dû nommer comme responsable des secours un homme à poigne choisi en dehors du sérail : l'ancien chef de la police et ex-sénateur Ping Lacson connu pour ses méthodes expéditives, mais qui n'a jamais été soupçonné de corruption.

LA DIPLOMATIE ARMÉE EN TEMPS DE CATASTROPHE

Depuis le tsunami de 2004 notamment, les puissances envoient leurs flottes militaires convoyer une aide parfois massive, mais jamais désintéressée. Les Philippines occupant une place géopolitique de choix dans une région, l'Asie de l'Est, où les tensions ne cessent de monter, elles n'ont pas lésiné sur les moyens.

Les Etats-Unis ont pris l'initiative en mouillant leur flotte au large de Tacloban, en déployant 3400 soldats, 66 avions et 12 navires, y compris le porte-avion George Washington, délivrant quelque 2 500 tonnes de biens et assurant l'évacuation de plus de 21 000 personnes. Le Japon a rapidement suivi avec l'envoi du destroyer porte-hélicoptères *Ise* – un des fleurons de sa flotte – et de 1 180 hommes... Soit la plus importante mission militaire nippone à l'étranger depuis la Seconde Guerre mondiale ! Dans un premier temps, la Chine est restée en retrait : un conflit de souveraineté maritime l'oppose aux Philippines. Elle a finalement décidé d'envoyer un navire-hôpital géant au large de Leyte et Samar. Très généreusement, diverses institutions financières internationales promettent aussi des prêts – qui viendront augmenter la dette du pays.

LA SOLIDARITÉ POPULAIRE

Toutes les grandes ONG et associations intervenant sur le terrain humanitaire se sont tournées vers les Philippines – certaines pour le meilleur, d'autres pour le pire.

Nous soutenons pour notre part une initiative de solidarité assurée par une

coalition de 50 organisations à Mindanao : Mi-HANDs. Près de 1200 foyers dans trois localités du nord de l'île de Leyte ont reçu des secours (soit probablement entre 5 et 6000 personnes). En France, l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) impulse une campagne internationale de soutien financier qui, au 13 décembre 2013, avait permis d'envoyer 15 000 euros à nos partenaires philippins.

A la mi-décembre, Mi-HANDs se préparait à engager l'étape suivante de sa campagne – la «réhabilitation initiale». Il s'agit de s'attaquer à la reconstitution d'un cadre de vie pérenne permettant à la population de reprendre en main son propre avenir. Le trauma de la catastrophe du 8 novembre est très profond et – dans la mesure où elles existaient – les organisations sociales n'ont pas résisté à l'épreuve. L'objectif est de créer les conditions psychologiques et matérielles (maisons, moyens de subsistance...) de la reconstitution d'un tissu social actif, d'une auto-organisation des victimes. L'expérience accumulée à Mindanao peut s'avérer ici précieuse : l'organisation des victimes de désastres humanitaires et des personnes déplacées y est devenue un mouvement social au même titre que les associations paysannes ou les syndicats. Par bien des aspects, la campagne de solidarité initiée par Mi-HANDs a posé des jalons pour l'avenir. Elle s'appuie sur une mobilisation militante et non pas sur de lourdes structures administratives. Il s'agit véritablement d'une solidarité «horizontale», populaire, entre deux régions (Mindanao et les Visayas). Mais l'étape qui s'ouvre est difficile. Les frais logistiques sont élevés du fait des distances (les secours matériels doivent être acheminés de Mindanao ou Cebu), l'aide gouvernementale fait cruellement défaut, les autorités locales sont atones, la phase de reconstruction sera longue. Notre solidarité ne doit pas leur faire défaut. □

¹ Les typhons (dans le Pacifique) et les ouragans (dans l'Atlantique) sont tous deux des cyclones tropicaux.

² Selon la classification en usage aux Philippines, Haiyan/Yolanda est de classe 4, là aussi la plus élevée. Les typhons enregistrés jusqu'alors dans l'archipel ne dépassaient pas la classe 3.

³ Peu avant la catastrophe du 8 novembre, un très grand scandale de corruption et détournement de fonds a frappé les administrations chargées du développement local et de la lutte contre la pauvreté.

DÉCLIN, MÉTAMORPHOSES OU ÉCLIPSE ?

Le prolétariat comme sujet

Jamais le prolétariat n'a été aussi fort numériquement, jamais il n'a été dans le même temps aussi faible politiquement. Quelles en sont les raisons, et quelles voies pour avancer dans la résolution d'une telle contradiction ? C'est l'objet de ce dossier que de tenter d'ébaucher des réponses à ces questions si cruciales...

Dans les années 1980 et 1990, la contre-révolution néolibérale était parvenue en partie à faire accepter le mythe d'une dissolution des différentes classes sociales dans une vaste « classe moyenne ». Si l'existence des classes, et même leur antagonisme, faisaient auparavant consensus auprès de larges fractions des classes populaires, mais aussi dans le champ intellectuel et le monde politique, le double reflux du mouvement ouvrier et du marxisme ont imposé l'idée d'un déclin inexorable des classes et de leurs luttes. Vingt ans de renouveau des mobilisations sociales en Europe et ailleurs, de généralisation du salariat et des luttes ouvrières dans les pays dits « émergents » (Chine, Inde, etc.), et l'éclatement d'une crise sans précédent depuis 1929, ont rendu caduque ce pronostic illusoire d'un capitalisme capable de surmonter ses contradictions. Néanmoins, s'il paraît évident que la société française n'en a pas fini avec les inégalités et clivages de classe, les défaites et désillusions passées ont installé un fort scepticisme quant à la capacité du prolétariat à porter un projet de transformation sociale radicale et à se constituer en sujet historique d'une émancipation universelle. S'affirme ainsi le paradoxe suivant : jamais le prolétariat – au sens minimal de l'ensemble des individus qui n'ont que leur force de travail, manuelle ou intellectuelle, pour vivre – n'a été aussi fort numériquement dans la population active en France, et jamais peut-être il n'a été aussi

marginalisé en tant que force politique. Or il faut bien reconnaître que cela n'est pas seulement vrai en France mais dans tous les pays du centre de l'économie-monde capitaliste (notamment aux Etats-Unis, en Allemagne, et en Grande-Bretagne).

L'EXISTENCE COLLECTIVE DU PROLÉTARIAT COMME ENJEU DE LUTTE

Cela ne devrait d'ailleurs pas prêter à étonnement parmi ceux qui, ayant pris au sérieux l'héritage de Marx (mais aussi la sociologie de Bourdieu), savent que l'existence du prolétariat en tant que classe, capable de se mobiliser pour ses intérêts propres, n'est jamais donnée d'avance.

Une constellation d'individus, partageant des conditions d'existence et de travail similaires, ou une même position dans les rapports de production, ne composent une classe que dans la mesure où des luttes collectives et des organisations la font exister sur la scène politique

et sociale, sur la base d'expériences, de références et de perspectives communes. Ainsi, la conscience de classe ne naît pas mécaniquement, produit d'une sorte de génération spontanée, mais constitue un enjeu même de la lutte de classe. Pour les anticapitalistes, l'existence collective du prolétariat en tant que classe autonome apparaît à ce titre comme une *cause à défendre et un projet à réaliser*, non pas quelque chose qui serait déjà là mais un objectif de lutte.

Car il paraît évident que, de leur côté, les classes dominantes se sont dotées d'institutions stables capables de défendre leurs intérêts propres, en particulier dans le cadre des organisations patronales, des Etats et des institutions internationales (Union européenne, FMI, Banque mondiale, OMC, etc.). Pensons également, dans le contexte français, aux « grandes écoles », qui ont pour fonction spécifique de consacrer une élite – économique, politique, ad-

La lutte des « Conti », stigmatisée par les médias aux ordres... Phototèque rouge/JMB.



Sujet politique

PAR UGO PALHETA

ministrative, intellectuelle, militaire – mais aussi de permettre l'homogénéisation culturelle de ces différentes fractions de la classe dominante. Ce travail d'homogénéisation s'opère autour d'une idéologie que ces écoles ont précisément pour fonction de transmettre à des agents appelés à exercer le pouvoir (dans les entreprises, les institutions politiques, la haute administration, l'armée, etc.), mais plus largement autour d'une *culture* partagée, c'est-à-dire de manières communes de voir, de sentir, de penser et d'agir.

On ne trouve guère l'équivalent – du moins à l'heure actuelle – du côté des opprimé-e-s. Pour être plus précis, les instruments d'organisation, de mobilisation et d'unification des classes dominées (associations, syndicats et partis), qui s'étaient constitués et développés en France à partir des années 1830, dans le cadre de ce qu'on appelait le *mouvement ouvrier organisé*, se

sont considérablement affaiblis ces trente dernières années. Il importe donc de s'interroger sur les forces de désunion, voire de déstructuration, du prolétariat, car en toute situation historique celui-ci est travaillé par des forces centripètes, qui rapprochent et unifient ses membres, et des forces centrifuges, qui éloignent et divisent.

COMPRENDRE L'AFFAIBLISSEMENT POLITIQUE DU PROLÉTARIAT

On pourrait commencer par incriminer le néo-management qui, à partir notamment des années 1980, a promu l'individualisation des carrières et des rémunérations dans les entreprises en lieu et place des régulations collectives¹, tout en renouvelant les pratiques traditionnelles du patronat en matière de répression syndicale². En installant par ailleurs le chômage de masse et en généralisant la précarité, les politiques patronales ont fortement accru la mise en concurrence de chacun contre tous, déstabilisé les solidarités collectives et affaibli le niveau de conscience des travailleurs.

De même, il importe de mettre au premier plan toutes les formes d'intégration à l'Etat que constituent les instances de « dialogue social », c'est-à-dire de collaboration de classes, dans lesquelles les directions syndicales se sont empêtrées en prétendant y défendre les intérêts des salariés. Ces instances ont essentiellement eu pour effet de solidifier l'idée d'un « intérêt général », auquel on pourrait parvenir par la négociation à froid entre « partenaires sociaux » (Etat, patronat et syndicats), dépassant ainsi les classes en lutte et leurs intérêts antagonistes.

Il y a également lieu de s'interroger sur le rôle qu'ont joué – et que continuent à jouer – les médias dominants dans la marginalisation du prolétariat comme force politique et comme référent symbolique. Que ce soit par l'occultation des situations réelles vécues par la grande majorité de la population, par la ringardisation des pratiques culturelles populaires, ou encore par la stigmatisation des luttes menées par les travailleurs³, les grands médias ont contribué

non seulement à rendre invisible publiquement le prolétariat, mais à accentuer en son sein les divisions existantes et le sentiment d'impuissance politique.

Enfin, l'institution scolaire apparaît également comme une arme de division massive pour le prolétariat (même si elle n'est évidemment pas que cela⁴), et de manière croissante à mesure que s'accroît son caractère concurrentiel. Promettant aux uns la réussite sociale, quand d'autres sont maintenus dans des conditions de scolarisation indignes et/ou des filières de relégation, l'école secrète une idéologie individualiste qui renvoie chacun à ses talents et mérites prétendument personnels. En outre, plutôt que de favoriser des formes collectives d'émancipation, le système éducatif tend à consolider les segmentations internes au salariat.

DÉCLIN OU ÉCLIPSE ?

Examiner les facteurs qui, en modifiant les rapports de force politiques et sociaux, ont entraîné l'affaiblissement du prolétariat, c'est affirmer – comme y insiste Olivier Besancenot dans l'entretien que nous proposons plus loin – que ce déclin n'est pas inéluctable et qu'il dépend, en dernière instance, du niveau d'organisation de la classe et de l'issue des luttes sociales. Ce n'est pas d'un point de vue sociologique mais comme sujet collectif que le prolétariat a en partie disparu. Or, rien dans les mutations techniques et les changements sociologiques ne rend fatale une telle disparition.

Comme le rappelle dans sa contribution Jean-François Cabral, le prolétariat a déjà connu dans son histoire de profondes métamorphoses sociologiques. Entre le moment d'émergence du mouvement ouvrier au 19^e siècle et celui de son affirmation durant les prétendues « Trente glorieuses », l'industrie s'est fortement développée en France, donnant naissance à de grandes concentrations ouvrières dans lesquelles les organisations syndicales ne sont pas parvenues instantanément à s'implanter. Reste que





progressivement, le mouvement ouvrier avait pu conquérir une force sociale et symbolique que les trente dernières années ont largement rognée.

On peut d'ailleurs penser que les « Trente glorieuses » n'ont été qu'une parenthèse dans l'histoire du prolétariat en France, comme dans celle du capitalisme, et que la situation présente se rapproche davantage de moments antérieurs de cette histoire, beaucoup plus instables économiquement et politiquement. Comme le montre Patrick Le Moal dans son article, il importe donc de prendre au sérieux les transforma-

tions sociologiques du prolétariat pour mieux agir politiquement, notamment parce qu'elles induisent sans doute de nouvelles formes d'organisation et de mobilisation, qui ne se substituent pas aux formes anciennes mais les renouvellent ou s'y superposent.

L'exemple du mouvement de 2009 en Guadeloupe, développé dans l'article de Pierre Nodi qui ferme ce dossier, est d'ailleurs là pour montrer que désindustrialisation, chômage et précarité n'interdisent pas l'organisation la plus large et la mobilisation la plus radicale du prolétariat, si du moins des organisations collectives se donnent pour objectif explicite l'émancipation des tra-

vailleurs et se rendent capable d'agir au sein de la classe, pour les intérêts exclusifs de la classe dans son sens le plus large (incluant l'ensemble des travailleurs salariés, mais aussi les travailleurs privés d'emploi, les précaires, les sans-papiers, etc.).

LE PROLÉTARIAT COMME SUJET D'ÉMANCIPATION : UNE IDÉE TOUJOURS NEUVE

Rien ne justifie donc d'abandonner, non seulement l'idée que le prolétariat est capable de s'élever au rang de sujet politique, mais l'objectif de son affirmation collective en tant que classe, seule susceptible de remettre en cause la société capitaliste dans ses fondements.

En effet, si l'auto-constitution du prolétariat en tant que sujet d'émancipation est une idée toujours neuve, ce n'est pas seulement parce que « le mouvement du prolétariat est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité ». C'est aussi et surtout parce qu'en tant que « couche la plus basse de la société actuelle », le prolétariat « ne peut se redresser, se mettre debout sans faire voler en éclats toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle »⁵. Le prolétariat ne désigne donc pas simplement une condition sociale mais est le nom collectif de la seule classe dont l'intérêt particulier se confond, potentiellement, avec l'intérêt universel.

C'est dans la formation, l'organisation et la mobilisation d'« une classe aux chaînes radicales (...), une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier, mais un tort en soi »⁶, que réside ainsi l'espoir d'une émancipation universelle, d'une transformation sociale qui s'attaque aux racines de toute exploitation et de toute oppression. □

1 Sur ce point, voir S. Beaud et M. Pialoux, Retour sur la condition ouvrière, Paris, Fayard, 1999 ; L. Boltanski et E. Chiapello, Le nouvel esprit du capitalisme, Paris, Gallimard, 1999.

2 E. Penissat (dir.), « Réprimer et domestiquer : stratégies patronales », Revue Agone, 2013, n° 50.

3 Entre de nombreux exemples, on se souvient du présentateur du Journal télévisé de 20 heures sur France 2, David Pujadas, grondant Xavier Mathieu, le délégué des « Conti », et l'enjoignant de s'excuser pour avoir, lui et ses camarades, renversé quelques ordinateurs dans une sous-préfecture.

4 Voir notre dossier sur l'Ecole dans le numéro 47 de septembre 2013 de la revue L'Anticapitaliste.

5 K. Marx et F. Engels, Manifeste du parti communiste, Paris, Flammarion, 1998 [1848].

6 K. Marx, Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, 1843, <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430000.htm>

Salariés et prolétaires dans le monde par Henri Wilno

Le poids du prolétariat dans les luttes sociales et politiques ne se réduit pas à une question quantitative, comme le soulignait Marx dans sa distinction bien connue entre « classe en soi » et « classe pour soi », rappelée par Ugo Palheta dans son article ci-contre. Néanmoins, un exercice même très approximatif de dénombrement a son utilité. Le marxiste et dirigeant du SWP britannique Chris Harman s'y était attelé¹ à partir de données de la Banque mondiale de 1995. En utilisant des chiffres plus récents², on a essayé d'actualiser ses résultats.

Selon la Banque mondiale, le nombre total de personnes exerçant un travail rémunéré dans le monde dépasse 3 milliards en 2012. 1,6 milliard sont des salariés et 1,5 milliard des agriculteurs ou des entrepreneurs (depuis l'artisan jusqu'au chef d'entreprise). La proportion de salariés varie considérablement selon les secteurs économiques : le salariat est minoritaire dans l'agriculture (avec parfois des situations mixtes : possesseurs d'un lopin de terre s'employant aussi comme salariés) et majoritaire dans les autres secteurs (mais pas dans toutes les régions du monde).

Chris Harman considérait que de l'ordre de 10% des personnes recevant un salaire n'étaient pas des vrais travailleurs. Certains salariés sont en fait des éléments de la bourgeoisie (cadres très supérieurs), tandis que d'autres sont essentiellement payés pour contrôler la masse des travailleurs. Il serait trop complexe de discuter ces hypothèses, mais il apparaît évident qu'une fraction des salariés occupe des positions dans les entreprises et les administrations qui la différencie des autres travailleurs. On choisira donc de conserver cet abattement d'environ 10%.

Le nombre de travailleurs salariés (de prolétaires) serait donc au total d'environ 1,4 milliard. Il est à remarquer que ce chiffre atteint aujourd'hui le double de celui calculé par Chris Harman pour 1995 (de l'ordre de 700 millions). Plus de 60% d'entre eux sont employés dans les services et les administrations, le reste relevant essentiellement de l'industrie.

Ces chiffres ne doivent être pris que comme des ordres de grandeur. Ils sont entachés d'une double limite : statistique et socio-politique. C'est particulièrement le cas pour l'agriculture. Dans ce secteur, les statuts sont souvent mélangés (une partie importante de la paysannerie des pays pauvres cumule travail salarié et travail sur un lopin de terre) ; les métayers, qui constituent une part importante de la paysannerie dans divers pays, ne sont pas des salariés mais sont aussi des travailleurs exploités dont les mobilisations ont été et sont parfois importantes.

Chris Harman soulignait enfin que si l'on veut apprécier le poids du prolétariat dans la population mondiale, on ne peut considérer uniquement les personnes en emploi : il convient d'y ajouter les conjoints des travailleurs, les travailleurs retraités, etc. Il en concluait que « quiconque croit que l'on peut dire "adieu au prolétariat" ne vit pas dans le monde réel »³

1 Chris Harman, « The Workers of the World », International Socialist journal, autumn 2002, <http://www.marxists.org/archive/harman/2002/xx/workers.htm>

2 Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 2013.

3 « Adieu au prolétariat » est le titre d'un ouvrage d'André Gorz publié en 1980, mais Harman visait aussi divers auteurs, en particulier Michael Hardt et Antonio Negri avec leur concept de « multitude ».

France: où en est le prolétariat? PAR PATRICK LE MOAL

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes » (Karl Marx, L'idéologie allemande). Les conditions de la lutte des classes évoluent en permanence. Elles dépendent de la réalité de la classe des exploités et des opprimés, appelée prolétariat dans notre tradition, de ses relations avec les autres classes, de sa conscience et de ses organisations. Cela façonne des contextes économiques, sociaux et politiques toujours renouvelés.

Travailler à l'analyse de la structure du prolétariat, de ses formes de luttes, est donc une tâche essentielle pour l'intervention de celles et tous ceux qui veulent se débarrasser du capitalisme. Pour agir efficacement, il nous faut savoir nous adapter au contexte: après avoir eu en France une stabilité certaine durant un demi-siècle, il s'est modifié en profondeur ces quarante dernières années.

LES EXPLOITÉ-E-S ET LES OPPRIMÉ-E-S D'AUJOURD'HUI

Pourquoi partir de là? Parce que le prolétariat, constitué de celles et ceux qui vendent leur force de travail et qui sont dominés, est la classe qui seule peut construire une société d'émancipation: le socialisme.

Il n'a jamais été aussi nombreux. 26 millions de personnes ont aujourd'hui un emploi, 91% d'entre elles

sont salariées, contre 64% en 1949, en raison principalement de la chute de l'emploi non salarié agricole. Mais il n'a plus grand chose à voir avec ce qu'il était dans les années 1960: une main-d'œuvre très majoritairement masculine (deux tiers des emplois) et en CDI, à temps plein, plutôt ouvrière et peu qualifiée, avec un poids prépondérant des grandes entreprises industrielles. Plusieurs modifications majeures se sont produites.

C'est le cas de **la pénétration massive des femmes dans l'emploi salarié.** Le taux d'emploi des femmes est maintenant très proche de celui des hommes. Des discriminations majeures existent: les salaires, les professions, les évolutions professionnelles et surtout le temps partiel imposé qui synthétise bien ces discriminations. Il s'est développé massivement puisque, sur près de 20% de salariées à temps partiel, 82,5% sont des femmes.

L'installation d'un chômage structurel (officiellement de moins de 3% en 1968, six fois plus élevé aujourd'hui) est un facteur déterminant. Le taux de chômage n'est pas seulement lié aux caractéristiques actuelles du marché du travail, plus conjoncturellement à la crise économique, mais aussi à une politique néolibérale consciente, organisée. Elle a des effets majeurs: des secteurs entiers du prolétariat sont en dehors du travail, et pour longtemps. Dans certains quartiers, 50 à 60% de la population est au chômage et le reste survit de petits boulots. Le travail comme tel n'y est plus une référence pour l'action. Il frappe plus encore les femmes et les immigrés, sans compter que le taux de chômage est double pour les jeunes, qui font de moins en moins l'expérience de l'entrée dans la société par le travail: embauchés sous contrats précaires, peu de jeunes ont un emploi « stable » avant 30 ans. Il faut y ajouter la précarisation de millions d'emplois.

La structure des emplois s'est profondément modifiée. Dans les années 1950, services, industrie et agriculture employaient à peu près le même nombre de salariés. L'agriculture occupait 29% des actifs en 1949, aujourd'hui 3%, alors que la part du tertiaire a plus que doublé. Les effectifs de l'industrie, en croissance rapide et régulière depuis la

fin du 19ème siècle, ont d'abord continué à croître mais beaucoup plus lentement, puis, depuis 1974, ont baissé en moyenne de 1,5% par an. Une étude de 2010 du ministère de l'économie indique qu'entre 1980 et 2007, 2 millions d'emplois ont été détruits dans l'industrie, et que de 2000 à 2007, 65 000 emplois y ont été détruits chaque année. La résultante de ces évolutions est qu'aujourd'hui les prolétaires travaillent majoritairement dans le tertiaire. Celui-ci regroupe les trois quarts des emplois, contre 22% pour l'industrie. La majeure partie de ces emplois tertiaires (environ 60%) est située dans le secteur marchand, le reste étant composé de fonctionnaires sous divers statuts.

La structure des entreprises industrielles a été elle-même modifiée. En même temps, la taille des groupes, des entreprises augmente, alors que celle des établissements diminue. Or ce n'est pas l'appartenance à un groupe qui est déterminante pour la structuration militante, mais le regroupement sur un même lieu de salariés ayant le même employeur avec des expériences et des débats communs. La coordination des travailleurs, des syndicats, est difficile entre les établissements d'une entreprise, d'un groupe, au niveau national. Elle est encore plus complexe, et très rare, au niveau international.

Il ne reste aujourd'hui en France que 500 établissements de plus de 2000 salariés, dont deux tiers sont dans le tertiaire et moins de 150 dans l'industrie. Surtout, sur les dix dernières années, les premiers ont augmenté de 40% alors que les seconds ont diminué de 20%. Des établissements plus petits, lorsqu'ils luttent, pèsent de moins en moins sur le groupe, qui a plus de capacité financière et politique pour résister. C'est le problème par exemple des sidérurgistes de Florange en lutte contre Mittal. Pour illustrer cela, la plus grande concentration de la région parisienne est l'aéroport Charles de Gaulle dans lequel travaillent 100 000 salariés, mais dans des centaines de sociétés qui accentuent les divisions entre métiers et niveaux de formation.

La sous-traitance a explosé. Les sous-trai-





tants sont totalement dépendants des choix des gros donneurs d'ordre, tant sur les tarifs que sur la conception du travail. Si le donneur d'ordre diminue ses prix de 10%, ils ne peuvent que s'exécuter ou disparaître. La place de la sous-traitance diminue le nombre de salariés des établissements donneurs d'ordre, affaiblissant les capacités d'organisation et de lutte, et place en outre les salariés des entreprises sous-traitantes dans des situations rendant très difficile l'organisation et la lutte.

Il nous faut tenir compte de ces modifications profondes de la réalité du prolétariat : éclatement et relativisation de la place économique et politique des entreprises industrielles, augmentation du poids du tertiaire s'ajoutant aux divisions accentuées et entretenues au sein même du prolétariat, avec les discriminations racistes et au niveau idéologique l'idée d'appartenance à la classe moyenne.

Une remontée de l'activité économique n'inverserait pas cette évolution qui est le produit de choix politiques et sociaux dans le cadre de la restructuration de la sphère productive liés aux changements technologiques et à la mondialisation libérale.

DES PROBLÈMES QUI PRENNENT UNE DIMENSION NOUVELLE

Le blocage de l'économie. Il y a de moins en moins d'unités de travail dans lesquelles peut être efficace le combat économique classique : en arrêtant la production, on oblige le patron à céder sur tout ou partie des revendications. L'organisation capitaliste en flux tendus, qui met les stocks sur les routes, ainsi que la structure de l'espace urbain, font des moyens de transport le talon d'Achille du système. Les secteurs qui ont la capacité de bloquer le fonctionnement de l'économie, transports et énergie, ne s'en sont pas privés. La façon dont le droit de grève y a été attaqué ces dix dernières années le montre. Mais une grève de secteurs minoritaires qui bloque l'économie peut difficilement tenir en dehors d'un soutien majoritaire.

L'intégration des organisations syndicales. Pour se débarrasser des syndicats qui remettent en cause leur pouvoir, les patrons répriment les militants combattifs et constituent des syndicats à leur botte. Ils ont perfectionné et adapté ces armes en développant des processus d'intégration

très importants. Pour les grandes confédérations, les moyens financiers attribués aux syndicats représentent maintenant plus de la moitié de leur budget. Au niveau des entreprises, combien de dirigeants syndicaux passent plus de temps en réunion avec la direction, dans des négociations sans fin sur les sujets les plus divers¹, qu'avec les salariés, à organiser concrètement l'action collective ?

Les îlots de résistance qui subsistent n'ont pas les forces pour inverser cette évolution qui a évidemment des effets sur la perception des syndicats par les salariés. Si ceux-là restent incontournables, ils ne sont pas perçus à une échelle de masse comme les représentants des salariés, mais comme des acteurs dont on ne peut se passer, voire même comme des institutions.

Les formes de l'aliénation au travail. La restructuration capitaliste a fondamentalement changé l'organisation du travail dans les entreprises, se recentrant autour des « objectifs » à atteindre, de l'individualisation, qui aggravent les formes de l'exploitation cognitive et psychologique en même temps que sont moins présentes les formes d'exploitation physiques les plus brutales. S'ajoute la déstabilisation organisée de toutes les résistances quotidiennes collectives, de tous les collectifs de travail, au travers des réorganisations, des restructurations permanentes. Cela a des effets destructeurs dans l'ensemble des lieux de travail, diminue considérablement la possibilité de réactions collectives au quotidien et donne une nouvelle acuité à la question de l'aliénation au travail. C'est ce qui explique le nombre de suicides, les problèmes majeurs de souffrance au travail.

Protection de la planète et de l'humanité. Chacun est percuté par les questions écologiques, y compris au niveau du travail. Il y a toujours eu des activités destructrices, comme l'industrie de guerre. Y travailler place les salariés de ces secteurs dans des contradictions parfois difficiles à assumer, mais supportables si l'on peut se rattacher à un combat émancipateur. Le problème est que le nombre des salariés placés dans cette situation n'a cessé d'augmenter. Ce n'est pas la même chose de travailler dans un secteur reconnu comme le moteur du progrès pour l'ensemble de la société, créant la fierté de jouer par un rôle positif pour la société par son travail, que dans un secteur qui pose des problèmes pour l'avenir...

LES FORMES DE LUTTE DE CES DERNIÈRES ANNÉES

Quelques pistes sur les formes des mobilisations de ces vingt dernières années en résistance aux ravages du libéralisme...

Manifestations : du jamais vu. Le recours à la manifestation a pris depuis les années 1980 une importance croissante comme mode d'expression politique et social. En 1988, un Français sur deux était prêt à manifester, en 1995 deux sur trois, et en 2002 trois sur quatre. La manifestation se place au même rang que la grève comme moyen d'action². Les jeunes sont les plus nombreux à l'approuver.

Pour un nombre important de salariés, ce qui est important et accessible, c'est la participation aux manifestations. Les participants peuvent être en grève, reconductible, pour une journée, en débrayage la demi-journée ou même seulement les heures nécessaires pour participer à la manifestation, mais ils peuvent aussi être en RTT, en repos... Lors du dernier mouvement contre la réforme des retraites, en 2010, il n'y a jamais eu autant de manifestants dans les rues : huit journées de manifestations de masse en deux mois. Les chiffres les plus élevés de 1995, du CPE en 2009, ont été atteints et/ou dépassés au moins trois fois ; les niveaux les plus élevés de ces trente dernières années (environ 1 million pour la police et 3 millions pour les organisateurs) ont été atteints à cinq ou six reprises. Ce qui signifie qu'entre 5 et 15% des salariés y ont participé, avec un soutien permanent de 70% de la population. Les manifestants étaient de plus en plus jeunes, comme si une nouvelle génération commençait à se mettre en mouvement.

Les grèves. La grève qui bloque les entreprises, l'économie, qui permet une action collective des salariés enfin débarrassés de l'exploitation quotidienne, est un moyen irremplaçable d'action et de politisation, qui peut devenir politique lorsqu'elle se généralise, en affrontant la bourgeoisie dans son ensemble et l'Etat bourgeois.

Mais le nombre et l'ampleur des grèves ont diminué drastiquement. Les statistiques imparfaites du ministère du travail mesurent le nombre de salariés en grève, en comptabilisant les journées individuelles non travaillées (JINT). Ces chiffres ne prennent pas en compte des périodes de conflits nationaux

comme en 1995, 2003 ou 2010 ; c'est la mesure du « bruit de fond ». A la fin des années 1970, le chiffre des JINT tournait autour de trois millions par an et « a chuté, par paliers successifs, avant d'osciller, à partir du milieu des années 1990, dans une fourchette comprise entre 250 000 et 500 000 JINT »³. Il n'y a jamais eu aussi peu de grèves comptabilisées depuis le début du 20^e siècle, en dehors des deux guerres mondiales. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de mécontentement, ni même de conflits, mais ils prennent d'autres formes, celle de conflits de « basse intensité ».

Les opérations de blocages. Un des modes d'action utilisés pour faire plier les possédants est les opérations de blocage de routes, d'aéroports, de zones industrielles, sous forme de barrages filtrants ou bloquants. Lors des vagues de mobilisations de ces dernières années, ces actions ont regroupé des militants combattifs, grévistes ou non, qui voulaient que les grèves coûtent cher aux patrons et au gouvernement.

Il est possible que ce soit aujourd'hui dans l'association de grèves tournées vers l'interprofessionnel, l'extérieur

des entreprises et d'actions de blocages, d'occupation de lieux publics qui mobilisent en commun des exploités et des opprimés de tous les secteurs de la société, que se construise une alternative sociale et politique.

Des dizaines de structures interprofessionnelles. Lors des grèves de la fin du 20^e siècle ont émergé des coordinations professionnelles (infirmières, cheminots). Dans les mobilisations générales, si la direction nationale du mouvement est toujours restée aux mains des directions confédérales, localement de nombreuses structures se sont émancipées pour militer pour la reconduction, la généralisation, avec des formes différentes selon les villes.

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

Ce rapide tour d'horizon gagnerait à être complété sur bien des points, par exemple l'analyse des formes prises par les luttes contre les licenciements, les mobilisations de masse en Bretagne, mais aussi la place du prolétariat dans l'activité sociale et politique, dans les mobilisations antiracistes, féministes, contre les discriminations, celles contre

l'aéroport de Notre Dame des Landes, les gaz de schiste, le nucléaire, etc., ainsi que dans l'implication au sein des associations, syndicats et partis. La question fondamentale qu'il nous faut traiter est : par quelles voies et quelles mobilisations, pouvons-nous travailler à unifier ce prolétariat, à la fois plus nombreux que jamais mais en même temps éclaté socialement et politiquement ? En effet, c'est unifié autour de perspectives émancipatrices qu'il peut être une force capable de mettre bas le capitalisme et de créer le socialisme du 20^e siècle. □

1 En 2012, pas moins de 38 799 accords d'entreprise (4 930 de plus qu'en 2011). 31 310 accords ont été signés par des délégués syndicaux ou des salariés mandatés et 7 489 par des élus du personnel.

2 La Manifestation, Olivier Fillieule et Danielle Tartakowsky, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2008.

3 La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine, Bérout-Denis-Desage-Giraud-Pélisse, Editions du Croquant, Broissieux, 2008.

La manifestation est devenue ces dernières années une forme de lutte privilégiée. Ici le 28 octobre 2010 à Paris, en défense des retraites. Photothèque rouge/Marc.



AU-DELÀ DU MYTHE

Retour sur la classe ouvrière et le mouvement o

Apprécier l'importance et le sens des évolutions actuelles suppose que l'on dépoussière un peu le passé qui nous sert généralement de point de repère, même implicite, et que l'on revienne sur une histoire qu'on a parfois tendance à idéaliser.

C'est souvent le résultat d'une confusion: un «prolétariat» dont on ignore délibérément la diversité au point de le ramener à une sorte d'image d'Epinal, celle de l'ouvrier qualifié en bleu de chauffe, travaillant à Renault-Billancourt, conscient, organisé, le plus souvent politisé par le PCF, disposant d'une place et d'un statut reconnu dans la société, porteur d'un projet même malgré lui, le socialisme, qui d'ailleurs semblait exister pour de vrai en URSS... Sous cet angle, la comparaison peut paraître cruelle, puisqu'on ne sait plus très bien aujourd'hui si le prolétariat existe encore, après l'avoir longtemps confondu avec les ouvriers d'industrie, eux-mêmes

devenus très minoritaires: à peine plus de 20% de la population active. Quant au prétendu socialisme à l'Est...

Le résultat est donc paradoxal: la classe ouvrière serait devenue une sorte de «classe invisible», à rebours de la période antérieure qui faisait d'elle la référence incontournable des étudiants de 68, au point de la mythifier. Est-ce à dire que de «tout», elle serait devenue «rien»? C'est probablement le résultat d'une distorsion, un peu la même qui nous fait parfois confondre le fonctionnement «normal» du capitalisme avec celui des «Trente glorieuses». Or la classe ouvrière a rarement été à l'image de cette «parenthèse enchantée».

AVANT C'ÉTAIT MIEUX? POLITISATION ET PRÉCARISATION AU XIX^e SIÈCLE

L'une des originalités du prolétariat en France au XIX^e siècle est d'avoir émergé très lentement, même si la révolution industrielle a été relativement précoce. Les ouvriers de juin 1848 qui revendiquent pour la première fois le drapeau rouge et la «République sociale» n'étaient guère différents des sans-culottes de la Révolution française, ni d'ailleurs des communards près de 25 ans plus tard. Paris regroupait alors

un prolétariat à la fois extrêmement nombreux, dispersé, divisé en de multiples «métiers» souvent rivaux, la tradition des «corporations» du Moyen-âge étant loin d'avoir disparu. Bien des «chefs d'ateliers» et «chefs d'équipe» avaient un statut ambigu, recrutant eux-mêmes «leurs» compagnons qui devaient souvent fournir leurs propres outils.

Et pourtant, dès cette époque, quelque chose avait changé: ce sont notamment en 1863 les premières «candidatures ouvrières» après une longue période de répression, puis la création de la Première Internationale en 1864, dans un contexte de grèves dures et longues comme celle de milliers d'ouvriers bronziens pendant plusieurs semaines à Paris en 1867, répartis sur des centaines d'ateliers et pourtant organisés en «chambres syndicales».

La Révolution française explique en grande partie cette originalité. La révolution agraire a longtemps freiné l'exode rural, faisant de la France le pays par excellence de la petite bourgeoisie rurale: pendant très longtemps, si le paysan consent à venir travailler comme ouvrier en ville, c'est temporairement et pour gagner quelques sous afin de préserver son bout de propriété me-

Devant la Cour d'appel de Versailles, le 12 décembre 2012.
Photothèque rouge/Milo.



Le mouvement ouvrier en France et aux États-Unis

PAR JEAN-FRANÇOIS CABRAL

né par l'hypothèque. Mais en sens inverse, le souvenir des «grandes journées révolutionnaires» a aussi durablement inscrit l'idée que pour changer son sort, il faut faire de la politique. «*Qui a du fer a du pain*», rappelait fièrement Auguste Blanqui, et ce n'était pas qu'un slogan pour initiés.

Dans les années 1880, lorsque Jaurès fait ses premiers pas de la république vers le socialisme, les concentrations ouvrières, comme les mines dans le Nord ou la métallurgie au Creusot, sont encore exceptionnelles. Dans beaucoup d'usines, le travail saisonnier est la règle: seule une petite minorité d'ouvriers qualifiés (en particulier les «mécaniciens») est embauchée à l'année, la majorité vit dans la plus grande précarité, au niveau de son travail mais aussi du logement, habitant le plus souvent un «garni» c'est-à-dire une chambre meublée que l'on quitte fréquemment «à la cloche de bois» avant que le propriétaire ne vienne réclamer ses arriérés.

Même dans les années 1920, la grande usine n'est pas encore forcément la référence obligée de la lutte de classe. La première grande grève dirigée en 1924 par le tout jeune Parti communiste – qui en fait un conflit «exemplaire» et un tremplin

pour sa première campagne législative dans tout le pays – n'a lieu ni chez monsieur Renault ni chez monsieur Berliet, mais à Douarnenez avec des sardinières (les «Penn sardines»), au fin fond de la Bretagne de Bécassine, dans des conditions autrement plus difficiles que bien des luttes aujourd'hui.

UN RÔLE DE PRÉCURSEUR

Au début du XX^e siècle, le tableau du point de vue de l'organisation est pourtant autrement plus encourageant. Car s'il y a une leçon que l'on peut tirer de cette période, c'est bien qu'on peut avoir un prolétariat minoritaire dans la société, dispersé, précarisé, divisé entre de multiples hiérarchies internes² et un mouvement ouvrier puissant, dynamique, qui devient une référence incontournable d'un point de vue politique.

La CGT dirigée par des militants anarchistes organise des centaines de milliers de prolétaires. Elle revendique fièrement la «double besogne» du syndicat, les revendications immédiates et l'expropriation des capitalistes, tout en prônant une forme d'émancipation intégrale qui conduit à rejeter toute forme d'ingérence de l'Etat. Les années 1906-1910 représentent un moment

exceptionnel d'affrontement avec la bourgeoisie, mais les défaites ne tardent pas non plus: la première grève générale dans les chemins de fer se solde en 1910 par la révocation de milliers de cheminots, et la deuxième en 1920, dans le contexte de la révolution russe, par des dizaines de milliers.

En 1914, le Parti socialiste dirigé par Jaurès et Guesde compte plus d'une centaine de députés, mais en août, c'est le ralliement à «l'Union sacrée» avec la bourgeoisie. A certains égards, le mouvement ouvrier ne s'en est jamais relevé, malgré la Révolution russe et la création d'un jeune parti communiste il est vrai rapidement stalinisé.

Le processus d'unification de notre camp social a donc été une gageure extraordinaire, et il n'y avait a priori aucune fatalité sociologique pour que s'engage ce processus. Mais à l'inverse, il y a eu très vite, très tôt, des défaites politiques qui ont eu des conséquences durables.

EN PASSANT PAR L'AMÉRIQUE DE JACK LONDON ET DU «TALON DE FER»

Un détour de l'autre côté de la rive atlantique l'illustre assez bien. Le mouvement ouvrier étatsunien est confronté à deux difficultés supplémentaires: la dispersion d'un prolétariat qui s'est construit à l'échelle d'un véritable continent, et l'ampleur des affrontements dans un pays où la lutte de classe se marie volontiers avec certaines traditions du Far-West³. Il donne pourtant naissance à des organisations et à des méthodes d'intervention extrêmement originales dans leurs tentatives d'unifier un camp social d'autant plus divisé qu'il est constitué d'immigrants de fraîche date. Pensons en particulier aux Industrial Workers of the World (IWW).

Mais là encore, c'est la répression qui scande pour l'essentiel les grandes étapes de cette histoire, plus que la sociologie dont les évolutions sur le long terme n'ont de toute façon rien de mécanique. La première phase est à la fois la plus terrible et la plus méconnue, et cela d'autant plus qu'il n'y a aux États-Unis ni répression centralisée au niveau de l'Etat fédéral (sur le modèle d'une «dictature classique»), ni essor de mouvements politiques comme le fascisme, du moins à la même échelle qu'en Europe, mais des «bandes d'hommes armés» qui pullulent et qui sont d'une efficacité redoutable. A la veille de la Première Guerre mon-





diale, puis dans les années qui ont suivi face à la peur des «rouges», l'objectif n'est rien moins qu'une tentative de destruction physique des organisations du mouvement ouvrier. Il est atteint en grande partie.

Le mouvement qui réapparaît durant la grande vague de grève de 1934-1937 a bien des difficultés à s'imposer, du moins si on lit certains récits, comme ceux des ouvriers de l'automobile à Flint ou des chauffeurs-livreurs à Minneapolis⁴. La répression durant le maccarthysme ne laisse debout après 1947 que les formes les plus intégrées et les plus compromises du mouvement ouvrier. Après une renaissance dans les années 1960, le licenciement de milliers de grévistes lors du conflit des aiguilleurs du ciel en 1981 marque une nouvelle étape de régression, où la répression – dans une moindre mesure il est vrai – a joué son rôle.

VERS UNE REPROLÉTARIATION DU PROLÉTARIAT?

Si l'on peut parler de «parenthèse enchantée» dans la France des «Trente glorieuses», c'est pour mieux souligner deux évolutions majeures au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale: un rapport de forces favorable dans la durée – en s'appuyant notamment sur la place acquise par un mouvement ouvrier largement stalinisé – et la possibilité pour le prolétariat d'occuper une position qui se traduit y compris par une reconnaissance juridique et un véritable statut dans la société capitaliste. La place centrale occupée désormais par le CDI devient un cadre auquel on accole un ensemble de droits qui font du salariat un point de référence pour toute la société, et non le symbole de l'exploitation et de la marginalité sociale.

Ce compromis social est aujourd'hui remis en cause. C'est un drame pour des millions d'individus qui voient leurs conditions de vie parfois bouleversées. C'est aussi un puissant facteur de déstabilisation pour le mouvement ouvrier qui s'était plutôt bien adapté à ce système. Faut-il pour autant tout peindre en noir?

En fait, bien des arguments sont réversibles lorsqu'on essaye d'évaluer l'évolution des rapports de force à l'étape actuelle. Parce que chaque situation recèle un certain nombre d'aspects contradictoires. Si l'on prend aujourd'hui des milieux apparemment très différents, des informaticiens bac+5 chez Axa ou de jeunes salariés issus des cités à la Poste, ils ont malgré tout quelques points communs: à trente ans, ils ne sont guère stabilisés sur le plan person-

nel et professionnel, qu'ils soient prestataires de services avec un assez bon salaire ou en CDD avec tout juste le Smic. Leur situation finit même par engendrer toutes sortes de comportements très cyniques à l'égard de l'entreprise (on l'utilise comme elle nous utilise), avec une très faible adhésion (au métier, à l'entreprise, à toutes ces règles, valeurs, comportements qui ont longtemps façonné les générations précédentes). Cela se fait pour l'essentiel sur un mode individualiste qui rend bien plus difficile leur adhésion aux organisations traditionnelles, voire à toute forme d'organisation collective.

Mais est-ce que c'était mieux avant? Quand les jeunes entraient avec un plan de carrière dans une entreprise où ils se voyaient finir leurs jours après avoir payé les traites de leurs maisons individuelles? Ou bien calculant leurs points avec comme unique ambition de retourner dans leur région d'origine après avoir passé le concours national de la Poste? En adhérant au syndicat comme on adhère à une police d'assurance, à l'image de tout le compromis social qui s'est forgé après 1945, tellement protecteur pour les salariés et... tellement rassurant pour les capitalistes?

A bien des égards, la nouvelle période du capitalisme est en train de reprotétariser les prolétaires, peut-être bien plus moralement encore que matériellement. Pas sûr dans ces conditions que les organisations révolutionnaires y perdent, et que cela devrait les détourner de la tâche opiniâtre de s'implanter sur les lieux de travail, comme de miser sur des grèves sans doute plus rares mais plus explosives, potentiellement bien moins contrôlables par des appareils bureaucratiques affaiblis, qui ont fonctionné jusqu'ici comme des carcans et pas seulement comme des points d'appui.

A L'IMAGE DE JUIN 36?

C'est du moins ce que pourrait suggérer l'anecdote rapportée par Danos et Gibelin dans leur livre Juin 36⁵, au moment de la première rencontre entre patronat et syndicats à Maignon sous l'arbitrage de Léon Blum. Le patronat commence par faire un tableau apocalyptique d'une situation devenue incontrôlable. La CGT en profite pour lui faire la leçon, lui disant en substance: si vous n'aviez pas passé votre temps à chasser nos militants de vos usines, peut-être que nous n'en serions pas là. Et les patrons, paraît-il, de baisser la tête...

Or la répression en question ne se réduisait pas aux seuls militants. En fait, c'est toute la classe ouvrière que le patronat avait commencé à refaçonner durablement. Face

à la crise de 1929, Louis Renault a considérablement accéléré la mise en place du taylorisme dans ses usines. L'enjeu n'est pas simplement de gagner en productivité, il est plus fondamentalement de modifier en profondeur la sociologie ouvrière, et de gouverner autrement l'entreprise. C'est toute l'autonomie au travail qui est mise en cause, comme la fierté d'avoir créé de bout en bout une belle pièce qui justifiait au quotidien le droit de revendiquer une autre organisation de la société parce qu'on était convaincu de créer seul toutes les richesses. Désormais trône le «bureau d'études» et avec lui une nouvelle étape de la prise du pouvoir patronal sur un travail de plus en plus aliéné. Ce qui n'empêche pas les révoltes d'éclater.

En 1935 à Billancourt, dans une usine de plus de 30 000 personnes, le Parti communiste qui n'a jamais beaucoup recruté parmi les OS, en est réduit à sa plus simple expression: au mieux une cellule, avec moins d'une dizaine de militants. Une situation qui exprime en condensé – au niveau de la gravité de la crise et de ses différentes conséquences – ce que nous vivons d'une certaine manière aujourd'hui, de manière plus amortie et surtout bien plus étirée dans le temps. Mais cet aspect n'a certainement pas été non plus sans lien avec la suite: une révolte qui démarre et s'étend sans l'aval des directions syndicales en 1936, puis une difficulté extrême pour Thorez à expliquer qu'«il faut savoir terminer une grève».

Bien sûr, l'histoire ne se répète jamais à l'identique. Et les évolutions actuelles, si elles s'apparentent à certains égards à un retour au passé, créent en même temps une situation inédite. Mais le pire n'est jamais certain. □

1 Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*, Seuil, «Points», 1986.

2 Sans compter le poison du nationalisme et du racisme qui prend rapidement son essor, comme le montrent l'apparition d'une nouvelle extrême droite populiste avec Boulanger ou les affrontements meurtriers d'Aigues-Mortes, en 1893, entre «Français» et immigrés d'origine italienne.

3 Maman Jones, *Autobiographie, Les bons caractères*, Pantin, 2012 (rééd.).

4 Henry Kraus, *Grève chez General Motors*, Les éditions ouvrières, 1954. *Teamster rebellion: En 1934, la grève des camionneurs à Minneapolis*, Farrell Dobbs, Daniel Couret, *Les Cahiers du CERMTRI*, 1988.

5 Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36*, Pantin, Les bons caractères, 2006.

ENTRETIEN AVEC OLIVIER BESANCENOT

« Face à une bourgeoisie décomplexée, le défi est de parler de nouveau en notre propre nom »

PROPOS RECUEILLIS PAR JIHANE HALSANBE

Le 9 janvier paraît au Cherche-Midi La Conjuración des Inégaux. Dans cet ouvrage, Olivier Besancenot revient sur les rapports de classe aujourd'hui et notamment sur cet étrange paradoxe : alors que les prolétaires n'ont jamais été aussi nombreux, ils ont rarement eu une conscience aussi affaiblie de leur force potentielle.

Comment expliques-tu qu'aujourd'hui la bourgeoisie soit la seule classe consciente de ses intérêts collectifs ?

La bourgeoisie, forte de son histoire, est consciente de la constance de sa domination sur la société et n'ignore pas le poids des échecs passés qui pèse sur nos épaules. Cela explique probablement son côté décomplexé. De plus, sa position spécifique dans l'ordre social la pousse instinctivement à se mobiliser d'autant que les rênes du pouvoir financier, que les capitalistes se disputent dans le cadre de la guerre économique, les soudent paradoxalement d'un point de vue politique. La concurrence à laquelle ils se livrent est un jeu réservé à une élite que tous sont prêts à défendre becs et ongles vis-à-vis du restant de la société. En nombre restreint, les exploités disposent en outre du temps précieux qui nous est volé par le travail salarié, pour coordonner leur action et huiler ainsi régulièrement les rouages de leur domination, jouissant en prime de la complicité active de l'appareil d'Etat.

Historiquement la bourgeoisie a toujours su s'activer à bon escient pour défendre ses intérêts. On pourrait dire qu'elle milite depuis toujours. Très vite, elle s'organise dans des cercles fermés pour asseoir sa mainmise économique et s'affirme politiquement à travers différents clubs. L'histoire contemporaine nous rappelle que depuis la Révolution française, la bourgeoisie n'a jamais trop tergiversé pour exister comme sujet politique indépendant.

Depuis une vingtaine d'années, le discrédit des idées socialistes et communistes, issu de la gestion sociale-démocrate des institutions et de la tragédie du stalinisme a permis à la bourgeoisie de se réaliser un peu plus encore. Même les contradictions

terribles qui minent son système, le menaçant d'effondrement, ne semblent pas la faire vaciller outre mesure. Il faut avouer que son objectif fondamental est devenu la préservation de sa position dominante. Une logique moins romantique que celle de la Révolution française, soit, mais qui semble entraîner vers l'action les individus qui composent cette classe avec une certaine efficacité.

Tu qualifies le prolétariat de « sujet perdu ». Pourquoi cette « perte » ?

Daniel Bensaïd dans Marx l'intempestif évoquait le reflux idéologique des années 1990 en disant que les classes sociales semblaient être devenues des sujets perdus à la faveur des discours alors en vogue sur la disparition des classes et la mort des idéologies. En fait, un siècle politique nouveau supplantait celui qui avait été ouvert par la Révolution russe de 1917 et qui se refermait avec la chute du mur de Berlin. Non seulement le capital a su se déployer sur les quatre coins du globe mais pire, les perspectives émancipatrices anticapitalistes, toutes variantes confondues, ont subi de violents reculs, volatilisant de nombreuses consciences et boudant quasiment les nouvelles générations, même les plus rebelles. Pendant 150 ans, des millions d'exploités avaient vécu dans l'espoir qu'un monde meilleur, débarrassé de la domination capitaliste et des inégalités sociales, soit un objectif atteignable. Dorénavant, les masses populaires vivent dans la conviction que les futures générations vivront moins bien qu'elles.

Cette dégradation du rapport de forces entre les classes ne siffle pas la fin de la partie, loin de là, mais elle situe la période et ses enjeux : une lente phase de

reconstruction où les repères de classe jailliront du renouvellement de la lutte de classe ainsi que de l'aptitude de la gauche révolutionnaire à insuffler dans ces combats le meilleur des traditions du mouvement ouvrier. Or, sous les ruines idéologiques du siècle précédent, le stalinisme nous a légué un cadeau empoisonné d'outre-tombe : communisme et démocratie apparaissent comme des corps étrangers, même lors de révolutions. Privé d'un volet politique crédible, la lutte de classe est bancale, boite. Le sujet d'émancipation contemporain s'ignore alors qu'objectivement il n'a jamais été aussi fort.

Comment peut-il regagner son identité de sujet politique ? Un parti comme le NPA a-t-il un rôle à jouer dans cette réémergence ? Lequel ?

Ceux qui vendent leur force de travail – manuelle ou intellectuelle – à un employeur sont des prolétaires au sens marxiste du terme. Or, l'apogée numérique du prolétariat dans l'histoire du capitalisme correspond étrangement à un grand moment d'invisibilité sociale et politique. Au-delà des terminologies, que la classe des exploités se retrouve et s'assume comme sujet collectif est la tâche de l'heure. Une tâche immense qui nous dépasse largement mais dans laquelle il faut s'inscrire. Le prolétariat, hier comme aujourd'hui, change, évolue et n'est pas une masse statique dont on ponctionne passivement la plus-value. Il est et sera d'abord ce qu'il décide de révéler s'il décide d'agir en conscience comme une force collective.

Le rôle du NPA, comme d'autres mouvements, consiste, peut-être, à partir de la





lutte de classe pour encourager la multitude des combats, en intégrant la pluralité des thèmes de radicalisation qui la travaillent, et qui dépassent le seul cadre de l'entreprise. N'étant pas qu'un parti des luttes, nous devons chercher à féconder ces dernières d'une perspective politique de classe subversive. Cela suppose d'intégrer les évolutions du mouvement social.

Notre atout spécifique pourrait être de refuser une conception commune aux partisans de la société post-industrielle comme à ceux d'un prolétariat exclusivement ouvrieriste : les messagers de la mort annoncée de la classe ouvrière industrielle aimeraient enterrer la portée subversive que véhicule le secteur ouvrier du prolétariat, qui garde une place stratégique dans la production capitaliste, mais ils se trompent sur l'état des lieux, surtout lorsque l'on porte le regard au-delà de nos frontières. Pour autant, il est indéniable que les ouvriers ne jouent plus le rôle entraînant d'autan au sein des pays qui ont été le berceau du mouvement ouvrier. C'est d'autant plus vrai qu'au cours des cinquante dernières années le prolétariat s'est indubitablement précarisé et s'est morcelé géographiquement, ce qui n'est pas pour rien dans notre difficulté à faire converger les luttes. Cela étant, le prolétariat ne s'est jamais résumé au bleu de travail ou à la chaîne de montage. Aujourd'hui il intègre de nouvelles couches dans les services.

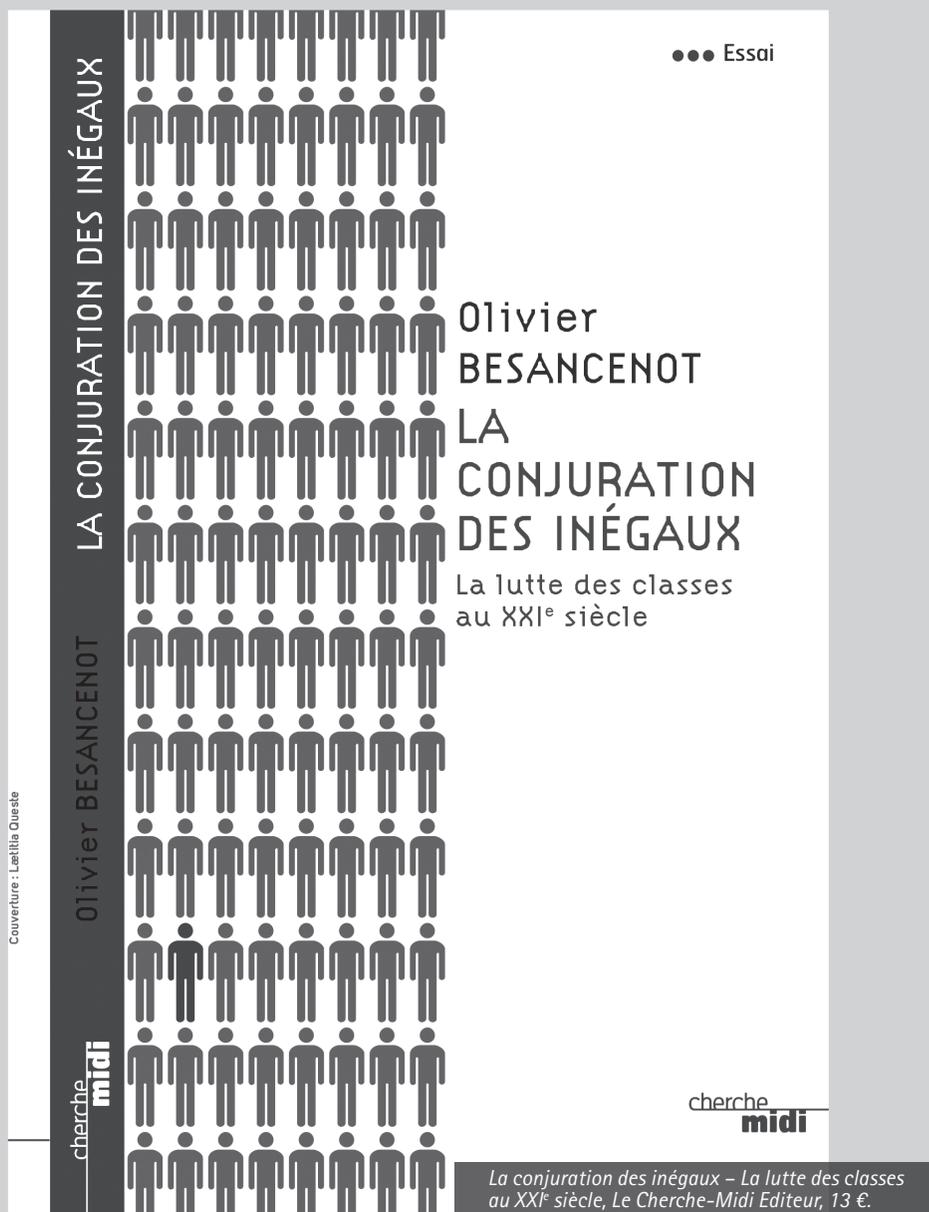
Plus que jamais se pose la nécessité d'une autoreprésentation démocratique de cette classe, sur la base d'un programme anticapitaliste renouvelé et adapté, pour être en capacité de redonner chair à une perspective politique d'émancipation. Notre contribution peut consister à faire naître des majorités d'idées aptes à redonner confiance à notre camp social. C'est vrai des questions de répartition des richesses, d'expropriation ou de priorité à donner à la satisfaction des besoins sociaux plutôt qu'à la spéculation et aux profits. Elle consiste aussi à faire émerger un pôle décomplexé qui assume une identité sociale forte, où Français et immigrés sont unis par le même combat et qui réfute aux politiciens professionnels le droit de parler en son nom. Là réside la principale difficulté : le doute, les complexes, savamment travaillés par nos exploiters, poussent les nôtres à trouver cette idée certes sympathique mais concrètement irréaliste. Parler à nouveau en notre propre nom est probablement le cœur du dilemme qui agite le prolétariat du XXI^e siècle.

Tu évoques dans ton livre « l'héritage

émancipateur du prolétariat», comment se le réapproprier ?

C'est l'objet même d'une organisation politique. La lutte de classe ne décrète pas, elle existe et vit selon ses propres rythmes. En outre, elle porte en elle une charge émancipatrice qui regarde vers l'avant plutôt qu'en arrière. Mais notre héritage est essentiel en ce qu'il nous relie aux expériences passées, pour le meilleur comme pour le pire. Découvrir, ou redécouvrir que la classe exploitée a été capable, hier, d'écrire les plus belles pages de l'Histoire est une des entrées possibles pour se reconsidérer aujourd'hui. Mais c'est aussi utile pour penser les erreurs du passé et tenter de ne pas les reproduire. Les adversaires sur le chemin de notre émancipation ne sont pas nouveaux et sont tenaces, qu'il s'agisse de la répression étatique ou de la contre-révolu-

tion bureaucratique qui guette dès que les organes démocratiques de base d'une révolution se dévitalisent. Malheureusement, de nos jours, pour bon nombre d'organisations révolutionnaires, l'héritage politique est d'abord affaire de controverses. Ce travers nous prive de tourner cet héritage à l'extérieur des cercles militants et nous empêche surtout de le mettre en perspective au regard de l'avenir. Un héritage n'a de sens que si nous le conjuguons au présent. Sans quoi, à regarder dans le rétroviseur de l'Histoire, on oublie le présent et on devient spectateur des événements qui secouent le monde dans lequel nous vivons. □



●●● Essai

Olivier BESANCENOT LA CONJURATION DES INÉGAUX

La lutte des classes
au XXI^e siècle

cherche
midi

La conjuration des inégaux - La lutte des classes au XXI^e siècle, Le Cherche-Midi Editeur, 13 €.

Guadeloupe : cette *pwofitasyon* qui pèse sur la classe ouvrière

PAR PIERRE NODI

La grève générale de 2009 fut une grève historique tant par son ampleur, la détermination des individus et des organisations syndicales, que par son retentissement international. Elle a été préparée et organisée par un collectif de 48 organisations, dont tous les syndicats de l'île, regroupées dans LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon), « Unité contre l'exploitation ».

Ce collectif, initié le 5 décembre 2008 et toujours à l'œuvre actuellement, se donne pour but de mobiliser la population guadeloupéenne contre la « vie chère », en désignant le système d'échange économique entre la métropole et la France comme responsable d'un niveau des prix très élevé, ressenti d'autant plus durement par la population que l'île subit les conséquences de la crise économique. A ce constat d'iniquité est adossée une dénonciation de la mainmise des élites économiques (les « *pwofitans* ») sur les ressources de l'île, élites dont la richesse contraste avec les difficultés d'une population insulaire particulièrement exposée à la pauvreté et au chômage.

UN MAL QUI VIENT DE LOIN

Dans un article intitulé « *La Guadeloupe, obscure clé de la crise mondiale ?* », publié au milieu du mouvement de l'hiver 2009, l'historien marxiste Immanuel Wallerstein s'interrogeait sur la signification de la mobilisation du Liyannaj Kont Pwofitasyon et de la grève qui paralysait l'île. Dans la continuité de ses analyses sur les dynamiques du capitalisme contemporain, il voyait dans la Guadeloupe un cas d'école où les contradictions liées à l'iniquité des échanges commerciaux, héritée de l'ère des conquêtes coloniales, ressortent de façon si aiguë et exacerbée qu'il envisageait la crise que traversait alors la Guadeloupe comme une crise d'ampleur « sociétale ».

L'histoire de la classe ouvrière en Guadeloupe, c'est d'abord celle de l'esclavage et de la traite négrière. Celle de la déportation de la main-d'œuvre venue, à fond de cale, d'Afrique de l'ouest et des Indes britanniques vers la Caraïbe puis du travail sur les plantations, ponctué de soulèvements et de fuites, d'actes de sabotage et de poussées insurrectionnelles. Vint ensuite le temps de la colonie, qui affranchissait symboliquement les travailleurs de l'esclavage tout en poursuivant sur la voie d'un capitalisme forcené qui maintenait sous son joug la population noire et indienne, en perpétuant les hiérarchies raciales des plantations sucrières au sein de l'ordre usinier comme dans les administrations publiques. Cette domination ne disparaît pas non plus avec la départementalisation de 1946, car même si Guadeloupéens et Martiniquais accèdent à la citoyenneté française et à la scolarisation, la misère et l'illettrisme font encore des ravages.

DES ORGANISATIONS SYNDICALES DANS LA LUTTE ANTICOLONIALISTE

En revanche, au sortir de la Seconde guerre mondiale et durant la période de la départementalisation, de nombreux

Des dizaines de milliers de manifestants, le 30 janvier 2009 à Pointe-à-Pitre. Photothèque rouge/Frédéric Gircur.





épisodes de grèves et d'affrontements ponctuent la vie des organisations ouvrières antillaises, qui gravitent autour du Parti communiste durant les années 1950. L'objectif est alors de faire appliquer aux Antilles les mesures sociales adoptées par le gouvernement issu du Conseil national de la résistance : salaire minimum, sécurité sociale, allocations familiales, droits à la retraite ou aux congés payés. Malgré la combativité de la classe ouvrière et la puissance du Parti communiste, le capitalisme colonial continue de régner en maître sur les Antilles françaises, assurant un revenu monopolistique aux békés, les blancs créoles propriétaires terriens. Intimement mêlé à l'histoire des luttes de libération nationale, le syndicalisme guadeloupéen est fortement marqué par l'anticolonialisme. La mouvance indépendantiste y conserve une influence prépondérante, au travers de la principale organisation syndicale de l'île : l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), forte d'une dizaine de milliers d'adhérents. Née au milieu des années 1970, alors que l'économie guadeloupéenne demeurait fortement marquée par la monoproduction agricole destinée à l'exportation, l'organisation s'est d'abord rendue maîtresse du secteur cannier. Par la suite, l'UGTG a élargi son champ de syndicalisation à l'ensemble du salariat, dans le secteur public (santé, travailleurs sociaux, secteur de l'emploi et de la formation, personnels d'éducation, fonctionnaires territoriaux et employés communaux) mais aussi au cœur des services de l'économie touristique, hôtellerie et restauration.

C'est en partie en réaction à cette tentation hégémonique, et aussi à cause du déclin du Parti communiste, que des militants d'organisations trotskystes, Combat ouvrier et le Groupe Révolution socialiste, se sont retrouvés à la tête d'autres organisations syndicales – la CGT Guadeloupe et la CTU (Centrale des travailleurs unis) –, grâce à un travail patient de construction et de structuration. Même Force Ouvrière, autrefois accusée d'être un syndicat complaisant envers le patronat, promeut aujourd'hui une ligne particulièrement combative qui s'est avérée précieuse à la mobilisation impulsée par le LKP.

Cette vision du syndicalisme comme lieu d'insubordination, qui consiste à s'acquitter de la défense des salariés et

de la gestion des relations entre employeurs et employés sur le lieu de travail, tout en avançant des objectifs éminemment politiques, joue un rôle déterminant dans la forme organisationnelle et les répertoires d'action propres aux syndicats guadeloupéens. Elle explique aussi, en partie, le maintien de la référence à la grève générale comme horizon stratégique partagé par les principales organisations de travailleurs.

LA CLASSE OUVRIÈRE GUADELOUPÉENNE AUJOURD'HUI

La première caractéristique de la classe ouvrière en Guadeloupe réside dans le poids que le chômage fait peser sur les travailleurs les plus pauvres et les moins qualifiés. Du point de vue de l'emploi, les Antilles sont à l'abandon : selon la dernière enquête INSEE, réalisée en juin 2009, 36 800 personnes sont des chômeurs au sens du Bureau international du travail, pour une population de 440 000 Guadeloupéens. Le taux de chômage de la Guadeloupe dépasse les 22%. En outre, plus de la moitié des chômeurs de Guadeloupe le sont depuis plus de trois ans.

Les chiffres publiés par l'INSEE évoquent également un taux d'activité et d'emploi inférieurs à ceux de France métropolitaine. Parmi la population des 15-64 ans, la part des personnes ayant un emploi s'élève à seulement 48,8%, contre 64,3% en France métropolitaine. Entre 15 et 64 ans, en Guadeloupe, moins d'une personne sur deux est en situation d'activité professionnelle. Dans ce contexte, « jobber » pour survivre devient un sport national : entre contrats précaires et travail au noir, le code du travail est systématiquement dévoyé et une pression systématique s'exerce sur les niveaux de salaire.

Si le gros de la classe ouvrière a longtemps été concentré dans le secteur agricole, le groupe socioprofessionnel des ouvriers représente aujourd'hui 12% de la population active. Du fait de la faible industrialisation de la région, la plupart de ces ouvriers travaillent dans le secteur de la construction, les transports, l'hôtellerie-restauration. On retrouve aussi une économie tertiaire concentrée dans la grande distribution, qui regroupe plus de 8% des actifs. Les niveaux de formation restent faibles avec une prépondérance des personnes non diplômées, employées dans des emplois précaires.

L'emploi public représente près du tiers des travailleurs salariés en Guadeloupe. La santé, l'éducation, l'administration territoriale, la formation et l'emploi représentent ainsi tant des bassins d'emploi que des bastions syndicaux. Au sein de l'emploi public, il faut également compter avec l'importance des services directs à la personne qui représentent près de 10% de l'emploi total en Guadeloupe, bien plus qu'en France métropolitaine.

LA VIE CHÈRE : MATRICE DES INÉGALITÉS

Actuellement, la Guadeloupe importe 93% de ses biens consommés¹. D'un point de vue économique, cela implique plusieurs conséquences. Le fait que ce soit le secteur du commerce qui soit le premier contributeur, après les administrations publiques, place l'économie de l'île en situation de déséquilibre structurel. Comparés à la part du commerce dans le PIB, le secteur primaire (qui a peiné à se reconverter d'un modèle d'agro-exportation orienté vers la

Tee-shirt du LKP. Photothèque rouge/Franck Houllgatte.



production de sucre et de banane, ce qui explique qu'il demeure largement subventionné par l'Union européenne) et le secteur secondaire font figures de « parents pauvres ».

A la lecture des écrits de Daniel Guérin, qui séjourna en Guadeloupe et en Martinique en 1955, on est saisi par la proximité entre la situation actuelle et le tableau que l'intellectuel socialiste libertaire dressait de l'iniquité des échanges commerciaux, mettant l'accent sur le caractère profondément inégalitaire du système d'imposition alors en vigueur. Dans l'introduction d'un chapitre consacré à la « vie chère » en Guadeloupe et en Martinique, Daniel Guérin dénonçait déjà les effets pervers du double avantage comparatif de la métropole, conquis dans l'acheminement des produits consommés en Guadeloupe et tirant parti de l'imposition portant essentiellement sur ces mêmes produits de consommation.

Il précisait alors que « le résultat fatal du système de production et d'échange anti-économique qui sévit aux Antilles, c'est

la cherté de la vie. Non seulement l'Antillais est contraint et forcé d'importer la plupart des denrées et des articles manufacturés dont il a besoin, non seulement il doit subir, pour un parcours de 7000 km, les tarifs monopolistiques des compagnies de navigation, mais il doit encore supporter une cascade d'impôts indirects, de droits de douane et de taxes locales par lesquels l'administration se crée des ressources. Car la ploutocratie qui domine les malheureuses îles veille à ce que le fardeau fiscal soit reporté sur le dos des larges masses. L'impôt sur le revenu a été longtemps (ou est encore) beaucoup moins élevé que dans les métropoles, et les ressources procurées par la taxation indirecte très supérieures à celle provenant de l'impôt sur le revenu. »²

Ces effets pervers vont encore s'accroître avec la fin du modèle agro-exportateur, période durant laquelle les capitalistes antillais vont réinvestir le capital accumulé dans les enseignes de la grande distribution. Dans ce contexte, une entreprise commerciale n'a que deux solutions pour améliorer son résultat : la première consiste à baisser ses coûts d'approvisionnement et la seconde à augmenter ses prix. Si les écarts de prix entre les départements d'Outremer et la France métropolitaine sont en partie imputables aux produits alimentaires – en prenant comme référence le panier métropolitain, les écarts de prix sur l'alimentaire sont terrifiants : +34% en Guadeloupe –, c'est aussi que ceux-ci constituent l'un des premiers postes de consommation des ménages.

UN CLIMAT SOCIAL DÉLÉTÈRE

Il en va du chômage de masse comme de la cherté de la vie : aucun dispositif ne semble pour l'instant pouvoir les enrayer. Si l'on veut saisir le caractère endémique du chômage en Guadeloupe, il faut comprendre que le capitalisme colonial n'a jamais vraiment anticipé l'externalité négative qu'il pourrait représenter. Le choix a ainsi été fait par le patronat local de recourir à une main-d'œuvre journalière qui mettait en concurrence les travailleurs et opérait une forme de sédentarisation forcée sur le lieu de travail. Ni l'Etat ni les élus ne semblent plus se préoccuper de cette situation. Résultat : le patronat béké en profite pour faire pression sur un secteur entrepreneurial « à la corde » : d'après les syndicats guadeloupéens, 9 000 à 10 000 entreprises doivent 104 millions d'euros de cotisations sociales.

Par ailleurs, le budget de la Caisse d'allocations familiales (CAF) en Guadeloupe dépasse ceux de la Région et du Conseil général. L'organisme social est ainsi devenu un acteur économique de premier plan, les prestations CAF représentant l'un des moteurs de la consommation des classes populaires en Guadeloupe. Le nombre d'allocataires des prestations familiales et sociales s'élève à près de 125 000, ce qui signifie qu'un quart des habitants des îles guadeloupéennes vivent, de façon directe ou indirecte, des prestations versées par l'Etat. On estime que le montant moyen annuel versé par allocataire en Guadeloupe est d'environ 6 108 €. Parmi ces allocataires, on trouve un nombre important d'anciens bénéficiaires du RMI (plus de 30 000 personnes), pour un montant mensuel moyen d'environ 421 €.

Même si des réseaux de solidarité familiaux permettent à la population de « tenir » grâce aux aides sociales, ils ne parviennent pas à pallier les conséquences de la vie chère, notamment au vu des 38 000 familles monoparentales, majoritairement des femmes seules.

UN VOLCAN EN SOMMEIL ?

Si la lutte des classes aux Antilles participe à révéler la nature coloniale du pouvoir et les rapports inégalitaires dont elle est le produit, force est de constater la relative stabilité du modèle de régulation politique antillais. Au vu de la situation sociale explosive et des traditions de lutte propres au mouvement syndical guadeloupéen, on ne peut qu'envisager de nouvelles mobilisations dans l'île, même si les derniers échos, témoignant d'une reprise de la contestation sous l'impulsion du LKP, indiquent que le mot d'ordre de grève générale pour le respect des accords Bino (par lesquels s'est conclu le conflit de 2009) n'a pas encore réussi à remobiliser toutes les franges de la population qui étaient descendues dans la rue à l'hiver 2009. □

¹ Voir l'article « Structure de marché, octroi de mer et prix, éléments d'analyse micro-économiques », <http://www.antillespolitique.com/2009/03/structure-de-marche-octroi-de-mer-et-prix-elements-d-analyse-microeconomique>

² Voir l'ouvrage de Daniel Guérin *Les Antilles décolonisées, 1956*, réédité aux Editions Présence Africaine, 1986.



30 ANS APRÈS

Le spectre de la Marche nous hante encore

PAR DENIS GODARD

La Marche pour l'égalité et contre le racisme était partie le 15 octobre 1983 de Marseille dans l'anonymat. A son arrivée à Paris, le 3 décembre, elle est accueillie par 100 000 manifestants...

Pour les marcheurs et leurs soutiens c'est l'euphorie : « Il y a deux mois, peu de gens croyaient qu'un mouvement populaire de dimension nationale pouvait se manifester en France pour dire "non !" aux meurtres racistes et aux glissements xénophobes de la société. (...) Oui, il était possible de réveiller la France de la solidarité pour qu'elle reprenne l'avant-scène de l'actualité usurpée par des nostalgiques du nazisme et du fascisme ! (...) Cette première marche marque un tournant. La vie ne peut plus être à présent tout à fait la même. »¹

Trente ans après, le bilan est cruel, sur le front social comme sur celui du racisme et des violences policières. Et tout le monde a payé parmi les classes populaires. C'est ce qui a été évacué des commémorations de la Marche : l'échec de ce mouvement a exprimé l'échec d'une perspective générale de transformation sociale.

La leçon première devrait être qu'un mouvement global est impossible sans prendre en compte les spécificités des couches de la population issues de l'immigration, notamment des jeunes Arabes et Noirs. Inversement, leur lutte est vouée à l'impasse sans jonction avec le reste de la société et notamment le mouvement ouvrier. A quelles conditions, comment ? La question reste posée.

UNE NOUVELLE RÉALITÉ... DE CLASSE

A la fin des années 1970 et au début des années 1980, une nouvelle réalité apparaît sur la scène publique française, celle des jeunes des cités, enfants des couches les plus exploitées de la classe ouvrière en proie à la relégation sociale et à la répression policière. Ils et elles préfigurent le développement d'une nouvelle composition de classe, diverse culturellement et dans ses origines géographiques. Une

proportion importante de ces jeunes est en effet issue de l'immigration post-coloniale qui, à l'expérience de la relégation sociale, ajoute celle du racisme et des violences policières.

Sur fond de crise, illustrant ce que le sociologue Loïc Wacquant a décrit comme le recul de l'Etat social et le développement de l'Etat pénal, les tensions avec la police sont explosives et vont devenir un enjeu incontournable des luttes dans les quartiers. Les crimes racistes visant des jeunes, en majorité des jeunes Arabes, se multiplient au début des années 1980. A Nanterre, des jeunes qui s'étaient organisés déclarent dans leur journal : « Pas question de passer notre temps à gérer la misère comme des bouffons pendant qu'on tire sur nos frères ! On n'est pas des pompiers. Et si ça explose, tout le monde aura été prévenu ! »²

Avec la marche, cette génération va acquérir une visibilité sociale au travers des révoltes urbaines contre la police : « Ils étaient jusqu'à présent ignorés, voilà qu'ils font maintenant peur. »³

EFFERVESCENCE SOUTERRAINE

Il y a une continuité entre ces révoltes urbaines et les mobilisations politiques⁴. Parmi les membres de l'association SOS Minguettes, à l'initiative de la Marche de 1983, se trouvent aussi bien des petits frères de « figures » de la petite délinquance (Toumi Daïdja et Patrick Henry) que de militants du quartier (Djamel

Mahmadi et Mohamed Khira). Car, aspect largement occulté depuis, cette période est aussi le début d'expériences d'organisation spécifique des jeunes des quartiers.

Suite au meurtre de Kader, 15 ans, tué par un gardien à Vitry en 1980, ses copains s'organisent. Ils tentent même de lancer une campagne nationale contre « l'ouverture de la chasse aux jeunes et aux immigrés en particulier ». Cela donnera naissance au réseau Rock Against Police qui organisera des concerts dans une vingtaine de cités de Paris, Marseille ou Lyon. Il participera à relier des collectifs locaux comme l'association Gutenberg, créée à Nanterre pour le relogement des familles de cette cité de transit et qui organise la mobilisation suite au meurtre d'un de ses membres en 1982, ou les jeunes femmes de Zaâma d'Banlieue dans la région lyonnaise.

Cette effervescence lie la nouvelle génération avec des militants de la génération précédente, des anciens du MTA (Mouvement des travailleurs arabes), des mouvements d'éducation populaire, de l'extrême gauche. A des degrés divers, ils combinent la lutte contre les expulsions des étrangers, contre les crimes policiers et la justice à deux vitesses, avec des luttes sociales comme celles pour le logement. « Les expériences parisienne et lyonnaise sont, sans aucun doute, celles qui ont été menées le plus loin. Pourtant, d'autres initiatives existent sur le reste du territoire. Elles possèdent une série de points

Le 3 décembre 1983 à Paris. DR.



communs : la culture comme vecteur de mobilisation, l'exigence d'autonomie, la crainte de la récupération, la radicalité du discours, l'incapacité à se structurer durablement, l'ancrage dans les cités, l'organisation en réseaux...»⁵

ESPOIR...

Avec la Marche, la visibilité de cette génération devient politique. Abdellalli Hajjat parle même de «*Mai 68 des enfants d'immigrés post-coloniaux*».⁶ Autour de la Marche, la mobilisation entraîne la création de collectifs et des rencontres entre militants. Des «*Forums justice*» organisés par les réseaux les plus radicalisés permettent une libération de la parole des quartiers. L'organisation du soutien à la Marche entraîne aussi la coordination de ces réseaux comme avec le Collectif des jeunes Arabes de Paris. C'est au premier Forum justice, organisé à Vaulx-en-Velin lors de l'étape lyonnaise par Wahid-Association, que naît l'idée de constituer une association nationale des victimes des crimes racistes et policiers.

Même si le lien avec la première génération de l'immigration et le mouvement ouvrier est difficile, un cortège d'un millier de travailleurs immigrés CGT de Talbot-Poissy et Renault-Billancourt participe à l'accueil de la Marche à Paris.

Dans la foulée de la Marche, les associations de jeunes de la région lyonnaise se mobilisent contre le congrès du Front national à Lyon, le 14 janvier 1984. C'est alors qu'elles constituent le Collectif Rhône-Alpes des associations autonomes de jeunes issus de l'immigration.

Ainsi, si en termes de revendications les résultats concrets de la Marche sont limités (avec toutefois l'obtention de la carte

de séjour de 10 ans), elle crée une dynamique nationale pour le mouvement. Des Assises nationales se tiendront l'année suivante. Deux autres marches auront lieu en 1984 et 1985. L'histoire de ces tentatives de structuration d'un mouvement national est chaotique mais se poursuivra pendant des années.⁷

... ET DÉSILLUSIONS

L'évolution de la situation va doucher les enthousiasmes et rendre problématiques les tentatives de développement de ce mouvement. Alors qu'il est difficile d'imaginer aujourd'hui à quel point l'arrivée de la gauche au pouvoir a suscité l'enthousiasme, la situation se renverse dramatiquement. Tandis que le PS commence à décevoir les attentes, entamant dès 1983 son «*tournant de la rigueur*», la droite et l'extrême droite l'attaquent sur les questions de l'insécurité et de l'immigration. Ces thématiques qui focaliseront le champ politique et médiatique pour des décennies seront progressivement reprises par le PS et le PCF.

Les années qui suivent voient le durcissement par le PS au gouvernement des mesures de contrôle de l'immigration, tandis que les crimes racistes continuent. 1983 et 1984 voient les premières percées électorales du Front national aux municipales puis aux législatives. Aux élections législatives de 1986, une droite revancharde, ouvertement raciste et sécuritaire, revient au pouvoir. Bénéficiant de la proportionnelle, le Front national fait entrer 35 députés à l'Assemblée nationale.

LES PÈRES DES MARCHEURS

Depuis 1982, un mouvement de grèves s'est développé dans l'industrie

automobile sur les conditions de travail, pour la reconnaissance syndicale puis contre les restructurations et les plans de licenciement. Dans ces usines à la chaîne les travailleurs immigrés, principalement Algériens et Marocains, constituent l'écrasante majorité des couches les plus exploitées, les ouvriers spécialisés (OS), tandis que les Français sont majoritaires chez les ouvriers professionnels. Avec le tournant de la rigueur, le gouvernement s'en prend dès le début 1983 aux grévistes, en multipliant les déclarations racistes et, déjà, islamophobes. Reprenant les propos de la direction de Peugeot, le ministre de l'intérieur Gaston Defferre dénonce en janvier 1983 «*des grèves saintes, d'intégristes, de musulmans, de chiïtes*». En février, le premier ministre, Pierre Mauroy, dénonce les travailleurs immigrés «*agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises*».

Terrain béni pour la droite et l'extrême droite afin d'attaquer toute lutte sociale : entre les deux tours des élections municipales de mars 1983, la liste RPR d'Aulnay-sous-Bois diffuse un tract intitulé «*La faucille et le Coran*».

TALBOT-POISSY : UNE DOUBLE DÉFAITE

Le 7 décembre 1983, quelques jours après la fin de la Marche, les OS de Talbot-Poissy déclenchent une grève sur le tas et occupent l'usine contre un plan de licenciement. La direction refuse toute négociation et suspend les salaires de tous les salariés. Le 31 décembre, le gouvernement envoie les CRS expulser les grévistes. Le 5 janvier, dans l'usine réoccupée, les milices du syndicat maison attaquent





Trente ans plus tard, une autre marche...
Photothèque rouge/Milo.

ceux-ci violemment. Après plusieurs heures d'affrontements, les CRS interviennent pour chasser les grévistes. Ils sont accueillis par des centaines de travailleurs blancs aux cris de «les Arabes au four, les Noirs à la mer».

Le Collectif jeunes de la région parisienne, qui a organisé l'arrivée de la Marche à Paris, décide d'une manifestation commune avec les OS de Talbot. Au cours de cette manifestation, qui se tient le 14 janvier, «une absence est particulièrement remarquable et remarquée : celle des militants français». ⁸ «C'est vrai que la réunion avec les grévistes de Talbot a été, pour nous, un point de rupture puisque tout le monde cherchait à nous dissuader. On nous disait : écoutez, laissez-les ; de toute façon, il faut des licenciements ! Et nous, on répondait : les jeunes on les tue, et eux, vous voulez qu'on les mette à la rue ! Pour moi, c'est à ce moment-là que l'exploitation de notre communauté m'est apparue la plus flagrante, la plus sauvage. Parce qu'à ce moment-là, le gouvernement a dit : «les revendications des travailleurs de chez Talbot ne font pas partie des réalités françaises»» ⁹

Au moment où existe l'opportunité de connecter le mouvement des jeunes avec la première génération de leurs parents et, à travers celle-ci, avec les problématiques de la lutte de classe, la défaite des luttes de l'automobile devient du coup une double défaite : à celle survenue sur le terrain de la lutte des classes pour l'ensemble des travailleurs s'ajoute la rupture de l'alliance possible entre le mouvement des jeunes des quartiers et le mouvement ouvrier. La lutte de classe devait unir

contre le racisme ? C'est le racisme qui devient l'obstacle à la lutte de classe.

UN MOUVEMENT BEUR ?

«Les usages médiatiques et politiques du terme [beur] font que sa signification va rapidement échapper à ses inventeurs. Il devient un forme d'assignation identitaire dans la mesure où les «beurs» ne sont pas des enfants d'ouvriers et ne sont plus des Arabes : ils ne sont ni des Français à part entière, ni tout à fait des immigrés, et les «bons beurs» se distinguent des «mauvais travailleurs immigrés». (...) Au moment même où les «jeunes immigrés» font leur entrée symbolique dans l'espace public, les travailleurs immigrés sont disqualifiés symboliquement lors des grèves de l'automobile. Ce basculement est fondamental dans l'histoire de l'immigration parce qu'il correspond à la construction de l'opposition entre les «beurs assimilables» et les «immigrés inassimilables».» ¹⁰

De glissements en glissements, cette logique de l'intégration aboutira à diviser plus directement entre ceux et celles qui sont intégrables (au travers notamment de la promotion sociale d'une minorité = la «bourgeoisie») et les autres, accusés de ne pas se fondre dans le «creuset français».

La Marche ouvrait une voie vers la reconnaissance d'une diversité culturelle dont le contre-point politique était la mise en avant des revendications d'égalité des droits. Ces questions politiques sont évacuées par une culturalisation des enjeux et la promotion d'une homogénéisation dont le premier stade a été la mise en avant du métissage au travers de SOS

Racisme, lancé fin 1984. Même si la marche comportait déjà des ambiguïtés, «alors que les premières années de la dynamique des années 80 poussent à la nécessité d'une clarification des objectifs et des revendications, SOS rediffuse du général, de l'abstrait, du moral. (...) Le parti socialiste et le gouvernement, angoissés par les futures échéances électorales, désirent mettre fin à l'action de ces jeunes issus de l'immigration qui, par leurs revendications, obligent à des positionnements plus clairs.» ¹¹

Cette culturalisation des enjeux ouvrira la porte à un développement sans frein de l'islamophobie dans les décennies suivantes et à tous les replis identitaires. Une rupture profonde, dont nous héritons aujourd'hui, s'instaure alors entre les militants des luttes «des quartiers» et la gauche.

REPOSER LE PROBLÈME

Prendre en compte les luttes des quartiers et la lutte contre les discriminations racistes, partir de la réalité de la diversité de notre classe pour construire la lutte pour l'égalité des droits n'est pas un front secondaire de la lutte des classes. C'en est une composante déterminante. Ce qui implique considérer les racisés comme des acteurs centraux dans le développement des luttes et d'une perspective d'émancipation.

Pour cela, il faudra remettre en cause profondément deux conceptions qui font obstacle à gauche.

La première est celle du républicanisme, dominant dans la gauche institutionnelle, du PS aux directions du Front de

gauche, qui constitue une négation de la réalité de la diversité de notre camp social, au bénéfice d'une unité niant les frontières de classe. Plutôt que de mener la bataille politique pour l'égalité des droits, l'intégration au modèle français devient un préalable. Piège terrible qui est pain-béni pour le Front national... et le patronat : les non intégrables, fauteurs de troubles de l'unité nationale sont tour à tour les étrangers, les Musulmans, les casseurs... puis les grévistes.

LE RACISME COMME DIVERSION ?

Le second obstacle est la conception du racisme uniquement en tant que diversion. Cette conception qui s'adresse en fait aux travailleurs blancs fait finalement de ceux-ci (et donc du mythe d'une classe ouvrière homogène) les acteurs centraux de tout processus de transformation. Mais pour ceux et celles qui en sont les victimes, le racisme n'est justement pas d'abord une diversion. Il n'est pas une idée mais une expérience réelle, celle des discriminations (aux droits, à l'embauche, au logement, etc.) et des agressions. Dans sa pire version, celle de la logique électoraliste du PS et du PCF, la problématique de la diversion amène à dire qu'il faut s'adresser aux racistes et aux électeurs du Front national. Cela a conduit à tous les glissements. Dès le milieu des années 1980, le PS déclare que «l'immigration est un problème», que «le FN pose les bonnes questions mais donne les mauvaises réponses». En 1991, Edith Cresson, premier ministre de Mitterrand, affirme à propos

des expulsions en charters de sans-papiers : «Il n'y a ni dérive, ni dérapage à droite. (...) Les charters, ce sont des gens qui partent en vacances avec des prix inférieurs. Là, ce sera totalement gratuit, et ce ne sera pas pour les vacances». Quelques mois plus tard, le comité central du PCF déclare : «La droite et l'extrême droite, que nous combattons résolument, cherchent à attiser la haine contre les immigrés. Au-delà, l'immigration est-elle devenue aujourd'hui un vrai problème? Notre réponse est oui.»¹² Mais, même lorsque ces dérives sont évitées, la conception du racisme comme diversion entraîne une sous-estimation des enjeux de la lutte antiraciste et devient un obstacle à l'unité entre blancs et racisés .

IL Y AURA DES OPPORTUNITÉS

La Marche a connu des revers et des éclipses. Elle continue pourtant, parfois cachée, émergeant de nouveau soudain sur la scène publique comme lors de la lutte des sans-papiers de 1996 ou les révoltes de 2005 dans les quartiers. A chaque fois, même si les connexions s'établissent peu dans la pratique, ces phases correspondent aussi à des périodes de développement des luttes sociales (grèves de 1995, CPE de 2006). La Marche continue donc à poser obstinément ses questions non résolues de l'articulation entre luttes spécifiques et perspective de transformation globale. Les multiples tentatives des décennies passées et leurs échecs ont créé des divisions que la commémoration du trentième anniversaire de la marche a

illustrées.¹³ Fruits de l'histoire des décennies passées, ces divisions ne pourront être dépassées si la gauche ne se porte pas résolument aux côtés des acteurs et actrices des luttes de l'immigration, des luttes contre le racisme, l'islamophobie et les violences policières. A leurs côtés, avec elles et eux et surtout pas à leur place. L'explosivité de la réaction des lycéens à l'expulsion de deux des leurs, sans-papiers, a montré que la marche continue. C'est aussi dans sa dynamique même que nous construirons les réponses aux questions qu'elle soulève. □

1 Appel des marcheurs, La Marche...et puis après.
2 Cité dans Mogniss H. Abdallah, *Rengainez on arrive !, Libertalia*, 2012.
3 Saïd Bouamama, *Dix ans de marche des Beurs, Desclée de Brouwer*, 1994.
4 Voir le chapitre 2, «Emeutes ou rébellions?», in Abdellali Hajjat, *La marche pour l'égalité et contre le racisme*, Editions Amsterdam, Paris 2013.
5 Saïd Bouamama, *op cit.*
6 Abdellali Hajjat, *op cit.*
7 Pour l'exposé sans complaisance de ces tentatives, voir les livres déjà cités de deux acteurs de ces années, Saïd Bouamama et Mogniss H. Abdallah.
8 Saïd Bouamama, *op cit.*
9 Kaïssa Titous, «J'ai claqué la porte de SOS Racisme», in *Douce France, La Saga du mouvement Beur, Quo Vadis*, numéro spécial automne-hiver 1993.
10 Abdellali Hajjat, *op cit.*
11 Saïd Bouamama, *op cit.*
12 Déclaration du Comité Central du PCF, «L'immigration, l'opinion des communistes», décembre 1991.
13 Toute honte bue, SOS Racisme a organisé le 30 novembre sa propre manifestation de commémoration de quelques milliers de personnes avec toute la gauche institutionnelle, en saisissant le prétexte de l'affaire Taubira, tandis qu'une marche était appelée conjointement par des militants de l'immigration, des collectifs de lutte contre les violences policières, les collectifs de sans-papiers, le collectif BDS de solidarité avec la Palestine, le NPA réunis dans un collectif pour la justice et l'égalité des droits. Mais des acteurs des luttes des quartiers comme le FSQP ou Takticollectifs en étaient dissociés pour organiser leur propre initiative, tout comme AC le feu.

Le 3 décembre 1983 à Paris. DR.



Une contribution à la pensée marxiste de l'art

PAR OLIVIER NEVEUX

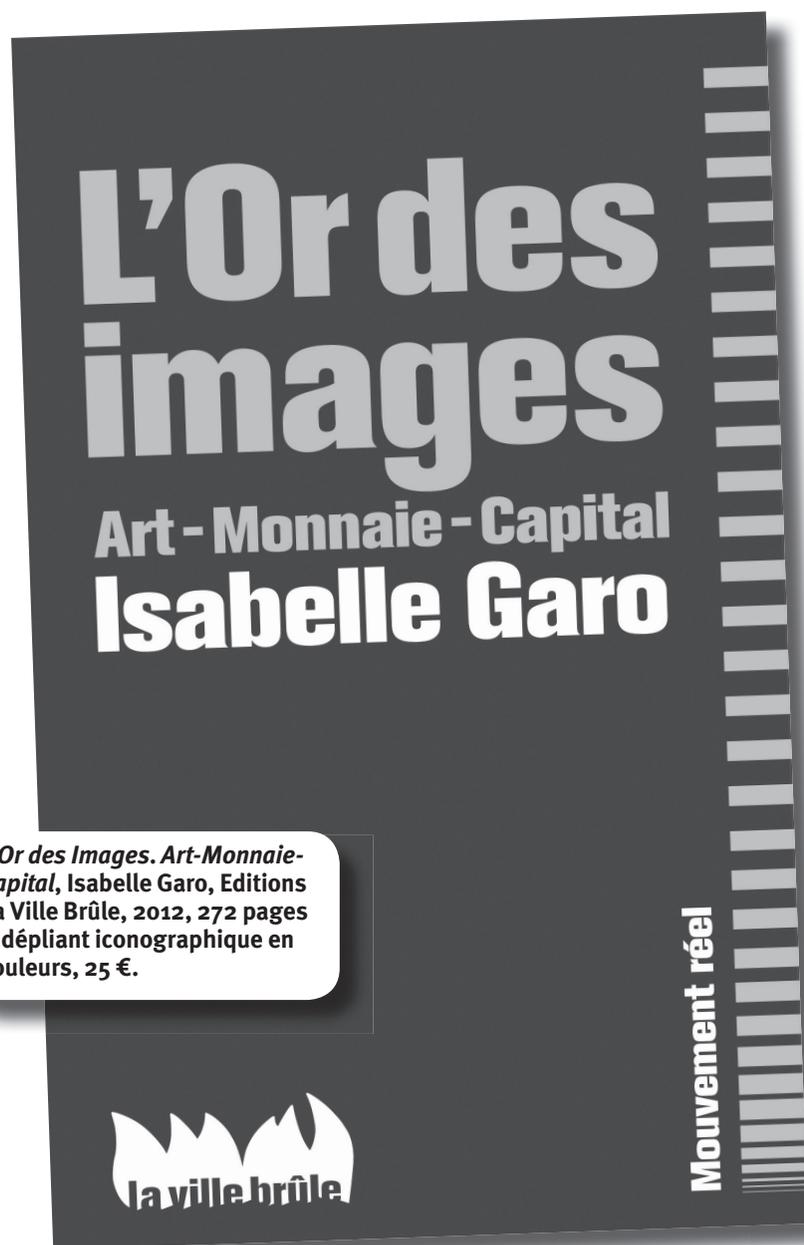
Le dernier ouvrage de la philosophe Isabelle Garo, *L'Or des images*, est une contribution de première importance à la pensée marxiste de l'art. L'auteure, qui co-anime la revue *Contretemps* ainsi que le séminaire « Marx au XXI^e siècle », poursuit ici son travail de relecture de Marx et des traditions marxistes à la lumière des débats et des enjeux politiques contemporains – comme dans ses précédents livres *Foucault, Deleuze, Althusser & Marx* (2011, Editions Démopolis) ou *Marx et l'invention historique* (2012, Syllepse). *L'Or des images* tranche dans la conjoncture. Il ne s'enferme pas, comme

tant d'ouvrages « d'art », dans la théorisation des goûts de l'auteure et si Garo s'appuie sur de nombreuses œuvres (arts plastiques, performances, cinéma), elle ne le fait jamais en « esthète », mais dans le souci d'en révéler les enjeux, leur puissance de subversion ou de comprendre comment les contradictions économiques, historiques, sociales et politiques s'y manifestent. Plus encore, *L'Or des images* se refuse à n'envisager l'art qu'à partir de lui-même, comme un segment autonome de la réalité, à laquelle rien ne le relierait. Constamment, Garo propose de l'analyser en le rapportant à la totalité sociale.

C'est ainsi une histoire de l'art et de ses rapports avec le capitalisme, sur plusieurs siècles, qui est proposée tout autant qu'une approche originale de la critique marxiste de l'économie politique. Cette appréhension du temps long de l'histoire est ponctuée d'études d'œuvres picturales, plastiques, cinématographiques. Ce travail, dense et précis, outre ses incontestables perspectives théoriques, s'avère être, aussi, un véritable ouvrage de pensée politique (au sens où la politique est « *ce mouvement qui abolit l'état présent en partant de lui et en s'appuyant sur ses contradictions constitutives* », p.191). Car le retour sur l'histoire de l'art, sur ses mutations et ses liens, ambivalents et contradictoires avec le capitalisme, permet de percevoir les dynamiques de l'un et de l'autre, de préciser les enjeux et de concevoir, à travers et dans le champ de l'art, les tâches de l'heure. *L'Or des images* propose d'aborder l'art en tant que pratique sociale, inscrite dans l'histoire, à la lumière de la « critique de l'économie politique » qui « désigne et résume l'apport propre de Marx : un savoir du capitalisme qui inclut le projet de sa transformation révolutionnaire et, réciproquement, un projet révolutionnaire qui se noue aux savoirs et à un processus d'émancipation individuelle et collective qui est son but en même temps que sa condition » (p. 11). On ne saurait mieux décrire l'ambition de cet ouvrage qui fait de la connaissance fine du capitalisme un appui pour sa contestation effective et, simultanément, des résistances (ici artistiques) des outils de compréhension pour sa transformation radicale.

MARX SUR LA QUESTION ARTISTIQUE

Le livre, impossible à résumer tant il comprend d'analyses et brasse d'éléments, est composé en trois mouvements. La première partie interroge un point rarement étudié des écrits de Marx : ses remarques dispersées et non systématisées sur la question artistique. Sa position est singulière : il ne participe pas de la « critique esthétique », il ne vient pas déterminer ce que doivent montrer les œuvres ni même comment elles



L'Or des Images. Art-Monnaie-Capital, Isabelle Garo, Editions La Ville Brûle, 2012, 272 pages + dépliant iconographique en couleurs, 25 €.

devraient le faire – le « réalisme socialiste » ou, plus largement, les prescriptions énoncées par des partis ou des Etats aux artistes sont, il faut le rappeler, au plus loin des enjeux des écrits de Marx.

L'art retient son attention, principalement, en sa qualité d'activité sociale spécifique ; il est un « cas » particulier du travail, et il en permet une intelligence approfondie. Comme toute activité, il est, d'une part, saisi dans les contradictions du mode capitaliste de production mais il se révèle, d'autre part et simultanément, incarner comme une « préfiguration concrète » (p. 17) de l'émancipation humaine. La proposition est importante car elle permet de rompre avec deux conceptions convenues et schématiques de la pratique artistique : elle n'est pas l'« émancipation pure et absolue » que défendent certains, à distance de la vie sociale, enclavée déjà libérée dans une société aliénée, mais elle n'est pas plus réductible à la base économique et sociale sur laquelle d'autres tentent de la rabattre.

L'art est alors envisagé par Marx comme une « pratique sociale qui subit l'aliénation tout en frayant les voies de son abolition. [II] semble être à la fois déterminé et autonome, aliéné et libérateur, écho des contradictions du réel et ferment révolutionnaire de leur dépassement » (p. 34). C'est d'ailleurs là un des plus manifestes et stimulants apports de *L'Or des images* que de refuser, grâce à une approche marxiste, les postures simplistes, binaires, fixes, immobilisantes et d'envisager toute chose du point de sa dynamique contradictoire.

A ce titre, cet ouvrage est un grand livre de dialectique appliquée et, par là, riche de perspectives politiques pour le présent. Car si Garo prouve combien la pensée de Marx sur l'activité artistique peut être productive dans les débats qui animent le monde de l'art, elle permet aussi de mesurer son apport, plus général, à la question du travail et à la perspective communiste : *l'émancipation du travail et du travailleur peut s'appuyer sur certaines de ses formes partiellement ou potentiellement désaliénées, et qui sont*

surtout porteuses, en tant que telles d'une critique en acte de l'aliénation » (p. 42).

L'ART ET LA RICHESSE

Par la suite, dans le cœur de l'ouvrage, Garo s'emploie à repérer, à partir de plusieurs étapes (icône byzantine, la peinture flamande puis au sein même du capitalisme « établi » avec les travaux, entre autres, de Warhol, Haacke, Sierra, mais aussi des films de fiction ou documentaires comme chez Wenders ou Collard), les liens entretenus entre l'art et la richesse (l'argent, l'or, la monnaie, la marchandise...). Son étude frappe par l'étendue des références mobilisées et par le souci constant des œuvres qui ne sont jamais, ici, des prétextes pour la démonstration mais les révélateurs et les mises à l'épreuve de la pensée. L'hypothèse de l'auteure est que la représentation de la richesse (même si elle ne concerne, au final, qu'un pan réduit de l'art), est une entrée consistante pour considérer de façon plus générique les rapports de l'art avec le capitalisme : comment ce dernier « construit » l'art, ses processus de marchandisation, mais aussi les tactiques et les stratégies qui y résistent. Ou plus précisément : comment des tableaux, des installations, des films saisissent le monde tout autant qu'ils réfléchissent à comment ils sont saisis par lui et, par là, à la place qu'ils y occupent (ou pourraient y occuper). On retrouve, en filigrane, une forte réflexion sur la fécondité de la catégorie de « représentation » dont Garo avait, notamment dans *Marx, une critique de la philosophie* (chez Points Essais), fait apparaître toute l'importance dans et pour la pensée de Marx – tout autant qu'une méditation sur la puissance des images et de leurs usages. *L'Or des images* propose ainsi une histoire de l'art constamment à l'affût des contradictions singulières de chaque période, des capacités créatrices et destructrices du capitalisme et des formes propres que prend l'art, en retour, par contamination, par anticipation, par contradiction, par confrontation, etc. Ce long travail tisse

une analyse historicisée du capitalisme à des œuvres ou des courants qui se sont emparés dans leurs représentations de ses manifestations ou qui se sont expliqués avec lui. Celles-ci ne sont pas nécessairement critiques (Garo travaille ainsi sur des représentations fascinées par ce qu'elles sont supposées dénoncer) mais elles sont autant d'indices des mutations du Capital, d'entrées dans la compréhension des rapports qu'il impose et des formes multiples qu'il produit ou qui s'y opposent.

PERMANENCES ET RÉSISTANCES

Le troisième mouvement de l'ouvrage s'attache à la période contemporaine. Il s'agit, là encore, de venir complexifier le partage binaire et sans reste entre, d'un côté, les « œuvres pures », supposément délivrées des rapports sociaux existants (le mythe de l'artiste établi dans le ciel étoilé des idées et du Beau) et, de l'autre, les œuvres corrompues par l'industrie culturelle, intégralement colonisées par la logique du marché. Garo propose d'étudier concrètement les modalités d'absorption de la création par le capitalisme, les phénomènes neufs ou inédits, les permanences mais aussi, loin de tous les discours définitifs (et défaitistes), les résistances qui se font jour et, plus encore, les contradictions qui organisent désormais ce champ. Ce qui s'avère l'occasion, pour l'auteure, d'une réfutation ferme, par exemple, des théories du « capitalisme cognitif ». La conclusion de l'ouvrage, « *Un nouvel art engagé ?* », réfléchit à la possibilité d'un art critique qui saurait maintenir vive sa puissance émancipante, dans les conséquences de la défaite politique et sociale qui est la nôtre, au cœur des contradictions singulières de la crise et des potentialités qu'elle recèle. *L'Or des images* réactive ainsi heureusement la fécondité d'une approche marxiste de l'art tout autant qu'il souligne combien l'art, sa pratique et sa pensée, peuvent être de précieuses entrées pour saisir de possibles politiques anticapitalistes, inscrites dans l'histoire réelle des dynamiques contradictoires du capitalisme. □

Émeutes populaires à la Belle Époque

PAR AURELIE SERVA

Le goût de l'émeute, Manifestations et violences de rue dans Paris et sa banlieue à la « Belle Époque », Anne Steiner, L'Échappée, 2012, 208 pages, 17 €.

A travers cinq récits d'émeutes populaires de la région parisienne et de l'Oise, Anne Steiner nous fait partager l'esprit d'insoumission et de rébellion de la classe ouvrière de la « Belle Époque ». Elle décrit des ouvrières et des ouvriers se révoltant contre les injustices et l'exploitation féroce qu'ils subissent. De la grève des terrassiers de Draveil à celle des boutonnières de Méru dans l'Oise, en passant par les « coups de sang » des habitants des faubourgs parisiens, il s'agit d'une plongée vivante et documentée dans le Paris ouvrier des années 1906 à 1910.

En 1908, dans les carrières de sable de la région de Draveil, carriers et terrassiers se mettent en grève pour l'augmentation des salaires, la limitation de la journée de

travail à 10 heures et le respect du repos hebdomadaire. Il faut dire que le patronat, ici comme dans bien d'autres secteurs, ne se presse pas d'appliquer la loi instituant une journée de repos hebdomadaire obligatoire, pourtant votée depuis deux ans. Un an plus tard, ce sera au tour des tabletiers et boutonnières de l'Oise. Très vite, les grévistes s'organisent et la solidarité se met en marche : réunions et meetings permettent aux ouvriers de débattre et de populariser leur grève, les « soupes communistes » sont préparées quotidiennement et des souscriptions sont lancées par les journaux, socialistes et anarchistes, et les sections syndicales.

Anne Steiner décrit ensuite les émeutes que déclenchent à Paris l'exécution du pédagogue laïc Ferrer à Barcelone, l'assassinat par les gendarmes d'Henri Cler lors de la grève des ébénistes du faubourg Saint-Antoine, puis l'exécution du cordonnier Liabeuf.

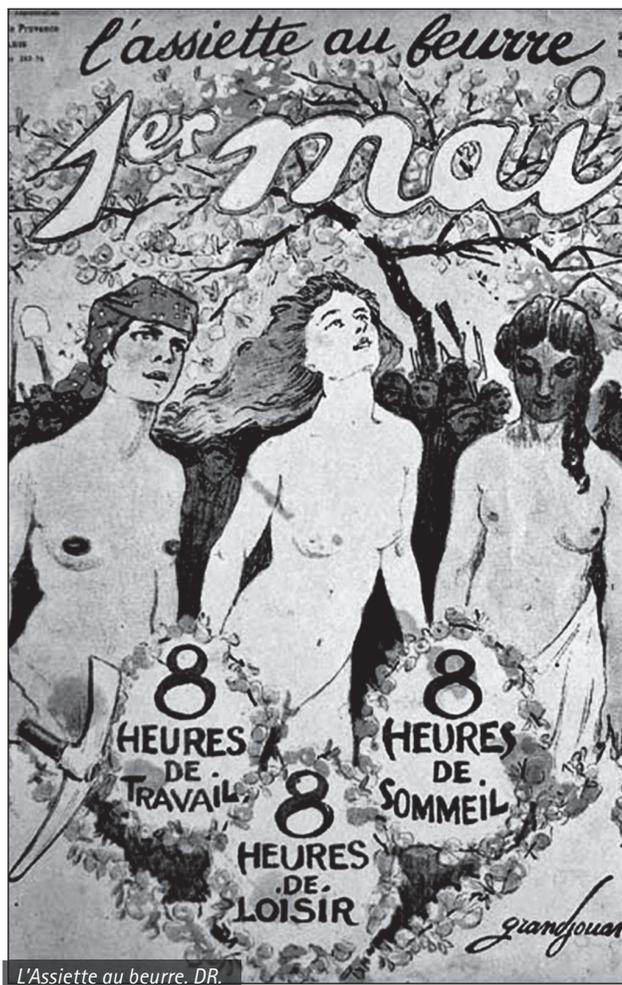
Le livre nous fait côtoyer des foules indisciplinées et frondeuses qui, sur l'air de *L'Internationale* ou de *La Carmagnole* chaque fois revisitée, se lancent en manifestation, dévastent au passage les demeures patronales et les usines, pratiquent la « chasse aux renards » (aux jaunes), dressent des barricades contre la troupe, brûlent et saccagent le mobilier urbain, cassent les conduits de gaz pour y mettre le feu et tirent même quelques coups de browning. De quoi rendre fades les émeutes de la jeunesse des banlieues de 2005...

La violence de ces révoltes est à la hauteur de celle avec laquelle la troupe fond sur les manifestants. Gendarmes, dragons, hussards et cuirassiers sont envoyés par Clémenceau pour mater les émeutiers et endiguer les grèves, mettant des régions entières sous une quasi occupation militaire.

L'Assiette au beurre. « Ousqu'il est le cochon qu'a gueulé : "Mort aux vaches" ? ». DR.



Anne Steiner ébauche ainsi une réflexion que ses récits nous invitent à poursuivre. Le mouvement ouvrier est alors à un croisement : entre spontanéité et organisation disciplinée, entre l'insurrection et la voie parlementaire, entre une CGT acquise au syndicalisme révolutionnaire et un parti socialiste de plus en plus légaliste, comment servir au mieux les intérêts des classes populaires ? Elle nous rappelle que c'est suite aux émeutes du 13 octobre 1909, à l'annonce de l'exécution de Ferrer, que la première manifestation encadrée d'un service d'ordre et négociée avec la préfecture a vu le jour, le 17 octobre 1909 à l'initiative du parti socialiste. Les dirigeants politiques se félicitèrent du succès de cette manifestation qui rassembla alors 100 000 personnes, mais les ouvriers du rang ne le voyaient pas du même œil. Beaucoup pensaient que les députés socialistes élus suite à la poussée de la gauche aux élections n'en faisaient après tout pas moins partie des « quinze mille » : surnom donné aux parlementaires en référence à l'indemnité de 15 000 francs qu'ils percevaient depuis 1906 et qui faisait d'eux une caste bien éloignée du monde ouvrier. On se régale aussi de photos et dessins de l'époque, de citations de *L'Assiette au beurre* et de *La Guerre sociale* (journaux d'obédience anarchiste et socialiste). *Le Goût de l'émeute* rend contagieux le besoin de révolte qui le traverse et tant mieux ! □



L'Assiette au beurre. DR.

Le bonheur est-il sous terre?

PAR HENRI CLÉMENT

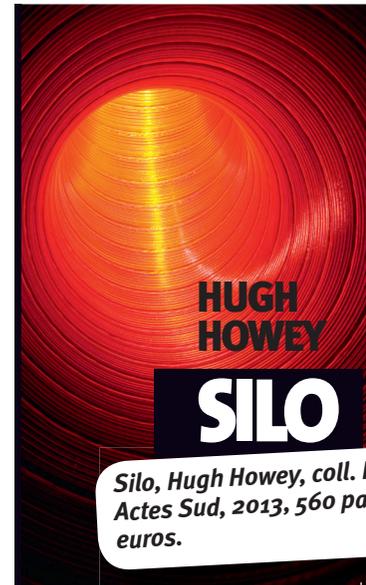
Dans un monde post-apocalyptique, la poignée d'êtres humains qui a survécu à la catastrophe ayant rendu la surface de la planète inhabitable s'est réfugiée dans un profond silo enterré, au sein duquel elle a organisé toute son existence. Seul contact avec l'extérieur, quelques caméras qui diffusent en continu, sur grand écran, l'image de la surface continuellement balayée par les vents chargés de toxines. La vie est rude au sein du silo, et les règles strictes imposent de ne pas évoquer l'idée même de sortir à l'extérieur – sous peine d'être condamné au bannissement et au nettoyage des capteurs, ce qui signifie une mort certaine.

Le roman s'ouvre avec la condamnation du shérif du silo au «nettoyage». Trois ans après sa femme, il se retrouve lui-même à douter du bien-fondé des règles et lois en vigueur : les images transmises par les capteurs sont-elles réelles ? Certains individus n'auraient-ils pas intérêt au maintien du statu quo ? Est-on vraiment sûr qu'aucune vie à l'extérieur ne soit

possible ?

Nous n'en dirons pas plus ici, cela gâcherait le plaisir de la lecture. Le récit est captivant et très bien mené, ménageant suffisamment de rebondissements et de fausses pistes pour qu'il soit impossible de s'ennuyer. Au-delà de la dimension particulière à ce roman, il est intéressant de constater combien une large partie de la production de science-fiction contemporaine, aussi bien littéraire que cinématographique, a tendance à mettre en scène le même type de société et une aspiration forte à son renversement. En effet, qu'il s'agisse de *Time Out* ou d'*Elysium* par exemple, ou encore de *Hunger Games* ou *La zone du Dehors*, à chaque fois, nous avons affaire à des sociétés policières hyper hiérarchisées, presque des sociétés de castes, dans lesquelles le bien-être d'une poignée de privilégiés repose sur l'exploitation à outrance de la grande majorité. La rébellion de quelques-uns contre l'ordre établi provoque une véritable insurrection qui fait vaciller l'ordre social dans son ensemble.

Silo s'intègre pleinement dans ce type de récit, alliant critique écologique et critique sociale. L'ensemble se révèle être un dossier à charge contre le fonctionnement actuel de nos sociétés. Alors ne boudons pas notre plaisir !



La vie privée des dieux

PAR HENRI CLÉMENT

A l'heure où les questions religieuses provoquent des débats virulents, voici un manga extrêmement divertissant. Jésus et Bouddha, afin de prendre quelque repos dans le cours de leur office divin, décident de partir en vacances sur Terre. Ils s'installent en colocation dans un petit appartement de la banlieue de Tokyo et s'efforcent de vivre au quotidien comme tous les êtres humains, en ne recourant pas à leurs multiples dons, ce qui va constituer un véritable défi. Ils découvrent tour à tour les fêtes religieuses locales, les cafés internet, les bains publics, ou encore le karaoké, les sorties à la mer et les mangas bien sûr. A partir de cette trame, Hikaru Nakamura enchaîne les situations toutes plus cocasses les unes que les autres, dans lesquelles le lecteur découvre les qualités et défauts de nos deux divinités : Jésus se révèle être un véritable geek, qui tient un blog et s'intéresse aux réseaux sociaux, pendant que Bouddha se découvre des talents de mangaka. Dans ce sixième

volume, nos deux compères vont découvrir l'anesthésie locale chez le dentiste – en atténuant la douleur, voilà qui aurait permis à Jésus de ne pas avoir à tendre l'autre joue ! Ils vont aussi faire l'expérience d'Halloween dans un grand centre commercial ou bien apprendre que Kurt Cobain et Jimmy Hendrix ont été recrutés par une divinité pour monter un groupe de rock au paradis, pendant que l'archange Raphaël distribue des prospectus pour des voyages organisés en direction du septième ciel. Au quotidien, nos deux héros sont entourés d'une galerie de personnages secondaires, tout aussi décalés : leur loueuse, une vieille dame un brin acariâtre, un yakuza pas très futé, des disciples de Bouddha mais aussi les apôtres, fans de jeux vidéo en réseau. Bourrée de détails hilarants – comme la collection de tee-shirts aux messages improbables dont ils sont attifés –, la série allie une réelle impertinence à l'égard des dogmes religieux à un humour potache

qui transforme les livres sacrés en une source inépuisable de gags. □



De la colère à la résistance ouvrière et à l'auto-organisation

PAR GÉRARD MAS



Avant le départ de la manifestation du 30 novembre 2013 à Carhaix. DR.

Si l'on en croit les médias nationaux, la révolte des Bonnets rouges ne serait qu'une jacquerie dirigée par la FDSEA et le grand patronat contre l'écotaxe et les « charges patronales »... Cette vision qui fait la part belle au libéralisme, au productivisme et à une opposition de droite au gouvernement oublie complaisamment que cette explosion de colère a son origine dans les milliers de licenciements qui ont frappé les ouvrières et ouvriers de l'agroalimentaire, ainsi que dans une volonté farouche de « décider, vivre et travailler en Bretagne ». En attestent toujours la lutte pour le maintien du site de Marine Harvest (multinationale de la transformation du saumon) ou celle des ouvriers de GAD qui, le 13 décembre, tentaient encore de bloquer le départ des machines de l'abattoir de Lampaul-Guimiliau. C'est par milliers que ces travailleurs se sont retrouvés le 2 novembre à Quimper, puis le 30 du même mois à Carhaix, alors que les directions des principaux syndicats ouvriers leur tournaient le dos, considérant qu'ils n'étaient pas au bon endroit et auraient dû se retrouver derrière leurs bannières. Ces mêmes directions n'avaient pourtant rien entrepris pour faire converger leurs luttes et exiger du gouvernement et du grand patronat,

responsables de ce massacre social, sinon une interdiction des licenciements, du moins la suspension des plans sociaux avec maintien de l'emploi et des salaires y compris pour les nombreux intérimaires. C'est en partant de la volonté d'être partie prenante de l'immense mouvement de protestation des Bonnets rouges, mais sans cautionner les dérives portées par les productivistes de la FDSEA ou les capitalistes de l'agro, que s'est peu à peu, à force de travail, constitué le pôle ouvrier indépendant qui a défilé le 30 novembre à Carhaix.

Composé de syndiqués (FO et CGT principalement) et de non syndiqués, salariés des usines frappés par les licenciements (Marine Harvest, GAD, Tilly Sabco), appuyé par le comité pour l'emploi de Carhaix et du nord Finistère, mais aussi par la CGT des Marins du grand Ouest et le SLB (Sindikad Labourerien Breizh, Syndicat des Travailleurs de Bretagne), ce pôle qui a reçu le soutien du NPA et de Breizhistance a montré la voie que l'ensemble du mouvement ouvrier et des syndicats auraient dû prendre. Son succès, alors même qu'il n'avait bénéficié d'aucun appel médiatique, montre que de très nombreux manifestants de ces dernières semaines sont disponibles pour un combat de classe en défense de leurs intérêts.

Les directions régionales CGT et CFDT, non contentes de vilipender les salariés qui se « fourvoient » dans le mouvement des Bonnets rouges, se sont hélas empressées de signer – tout comme la majorité PS / PCF du conseil régional – le pacte d'avenir gouvernemental, au nom du « dialogue social » qui commence, lui, par valider la vague de licenciements passés et en cours. Parce que nombreuses sont les voix dans la CGT qui n'adhèrent pas à la signature et à l'attitude de leur union régionale, parce que FO et Solidaires ont rejeté le pacte d'avenir avec des arguments semblables à ceux du pôle ouvrier, il doit être possible de poursuivre le travail de coordination entamé entre les équipes ouvrières de Marine Harvest, GAD et Tilly Sabco mais aussi Doux et Boutet Nicolas. Un rendez-vous est déjà pris pour défendre collectivement les manifestants de Tilly Sabco accusés d'avoir enfoncé les portes de la sous-préfecture de Morlaix. Pour l'interdiction des licenciements et un autre modèle agricole et agroalimentaire, il s'agit maintenant de renouer avec toutes les équipes syndicales qui n'acceptent pas la fatalité des licenciements, afin de faire entendre de manière encore plus massive la résistance ouvrière qui s'est faite jour durant cet automne breton plein d'espoir. □